

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

L'Alliance Mondiale des Proletariats (*Varine*). — Aux Travailleurs Français. — La Dictature du Proletariat en Russie et la Révolution mondiale (*N. Boukharine*). — Le Terrorisme (*L. Trotsky*). — Le Congrès Communiste International.

Essais par les questions nationales et coloniales (*N. Lénine*). — L'organisation Internationale de la Jeunesse (*Steinemann*). — Les Elections à l'Assemblée Constituante et la Dictature du Proletariat (*N. Lénine*).

L'Alliance Mondiale des Proletariats

Il y a quelque chose de changé en Europe et dans le monde entier depuis 1914. La bourgeoisie ne peut plus impunément tenter de nouvelles entreprises guerrières, et, quelque désir qu'elle ait d'écraser par les armes la révolution russe qui défie son omnipotence, elle doit renoncer à une mobilisation dont le décret ferait surgir des millions de réfractaires.

Les Etats capitalistes de l'Europe occidentale disposent encore d'armées sèves, comprenant quelques jeunes classes encadrées d'une légion de militaires professionnels, qui sont de dociles instruments de domination et de répression, assurant l'assujettissement de petits peuples réduits à l'esclavage. Ainsi, la Grande-Bretagne jugule l'Irlande révoltée et la France étend son domaine colonial en Asie-Mineure. Mais de telles armées seraient impuissantes devant l'armée rouge protectrice de la Révolution sociale. Les gouvernements de Londres et de Paris n'ignorent pas que les jeunes ouvriers et paysans mobilisés dans l'armée active se refuseront à jouer le rôle de gendarmes de l'Europe, et que, la propagande bolchevique aidant, ils suivront fatalement l'exemple des soldats français d'Odessa.

Quant à mobiliser une armée de réservistes suffisante pour affronter l'armée rouge, si MM. Lloyd George et Millerand étaient assez insen-

sés pour y songer, l'attitude des organisations ouvrières des deux pays suffirait à les contraindre aux réflexions momentanément salutaires.

Non pas que nous fussions satisfaits de la réaction opposée par nos organisations aux desseins scélérats de la bourgeoisie réactionnaire. En Angleterre, les représentants ouvriers ont agi avec promptitude et la menace de grève générale s'est dressée devant le gouvernement. Mais en France, un bref et insuffisant appel du Parti socialiste a tenu lieu de protestation. On attend encore l'éclatant manifeste nécessaire, et l'on ne sache pas que la C. A. P. ait décidé des moyens de diffusion exceptionnels pour donner aux couches prolétaires les plus profondes le mot d'ordre de résistance aux vellétés belliqueuses de Millerand. La C. G. T. est restée muette jusqu'à ce jour et ses dirigeants de honte et de trahison s'étonnent d'être hués et sifflés dans les meetings ouvriers, ainsi qu'il arriva à Dumérq vendredi dernier.

Seul, le Comité de la 3^e Internationale a lancé un vibrant Appel aux travailleurs français, que l'*Humanité* n'a pas publié, mais que les journaux d'extrême-gauche et des feuilles volantes ont répandu à profusion. Dans chaque circonstance grave exigeant une action

rapide et décidée des révolutionnaires, les « reconSTRUCTEURS » se montrent bien ce qu'ils sont : des petits-bourgeois, timorés et indolents.

En Allemagne, en Tchéco-Slovaquie, en Autriche, l'attitude du prolétariat est telle que les alliés ne peuvent dans aucune mesure espérer un concours de ces pays dans une nouvelle guerre contre la Russie soviétique. Quant à l'Italie, elle est hors de question, le gouvernement de Rome, sous la pression de la classe ouvrière et paysanne révolutionnaire, ayant décidé d'accueillir un représentant officiel de la République des Soviets, Vorovsky, et d'accréditer un ambassadeur italien à Moscou.

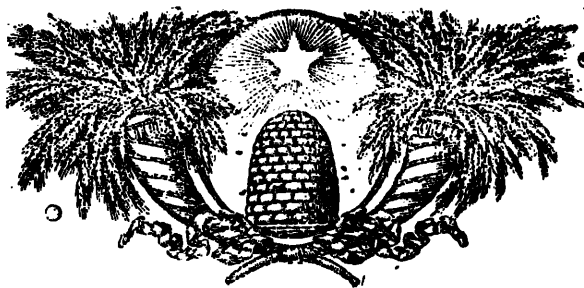
Ainsi, à la première apparition d'un péril pour la Révolution russe, l'alliance mondiale du prolétariat s'est spontanément manifestée, et contraint les gouvernements bourgeois à faire entrer en ligne en compte la volonté de paix des travailleurs. L'union sacrée est morte à jamais ; aucun artifice de la bourgeoisie, aucune trahison de prétendus leaders prolétariens ne la ressusciteront. L'opposition à la guerre, qui n'a existé pendant le grand carnage impérialiste de 1914-1918 qu'en Russie, en Italie et dans les Balkans, s'exprime actuellement dans tous les pays, et aucune force ne pourra la briser.

Dans cette alliance internationale du prolétariat, assurant le salut de la révolution russe et sauvegardant la paix européenne, la classe ouvrière française doit jouer un rôle essentiel. Si la bureaucratie syndicaliste et socialiste est lente à s'ébranler et plus lente encore à se mouvoir, les masses ont immédiatement senti et compris quel devoir leur incombe. Sans qu'il fût besoin de leur dicter, leur sentiment éclate en toutes circonstances, et leur esprit de solidarité avec la Révolution soviétique se manifeste dans toutes les réunions, dans toutes les résolutions, dans toutes les manifestations. Il reste aux groupements d'avant-garde à leur donner avec précision les directives d'action efficace leur permettant de traduire dans les faits leur solidarité de classe.

Malgré la carence des « dirigeants » syndicaux, lesquels ne dirigent, si l'on peut dire, que le renoncement et l'inaction, le gouvernement français ne peut pas méconnaître la résistance qui répondrait à sa provocation, s'il osait lever des troupes pour combattre la Russie. Le prolétariat français a suivi avec attention le conflit russo-polonais ; il sait que la

République des Soviets fait la guerre malgré elle, et dans l'obligation où elle se trouve de repousser les incessantes agressions suscitées par les alliés ; il sait que la cause de la Révolution russe est sa propre cause, et que celle de la Pologne est celle de l'impérialisme mondial ; il sait que l'armée rouge n'est pas conquérante et que son avance en Pologne est saluée par les travailleurs polonais opprimés comme l'aurore de leur libération ; il sait que le gouvernement de Moscou accordera à la Pologne une paix juste et fraternelle, et que toute ingérence de l'Entente ne peut être inspirée que de motifs inavouables ; il sait enfin que pour les ploutocraties alliées, tout prétexte est bon pour allumer un nouvel incendie où elles espèrent voir se consumer le régime soviétique. Sachant cela, il ne permettra pas qu'un nouvel attentat contre la Révolution russe s'accomplisse.

VARINE.



NOS MEETINGS

Poursuivant la série de ses réunions publiques, le Comité de la 3^e Internationale avait organisé, mercredi et jeudi derniers, deux meetings, l'un dans le 18^e arrondissement, salle de la Raison, l'autre dans le 20^e, à la Bellevilloise.

Dans le premier, prirent la parole nos camarades Cartier, Ker, Hélène Brion, Auclair et Godonèche, devant un auditoire nombreux et vibrant. Dans le second parlèrent Henry Torrès, Noël Garnier, Ribaut, Boyet et Mercier, accueillis par des applaudissements enthousiastes.

Malgré l'inqualifiable attitude de l'Humanité, qui sabote systématiquement les communications et convocations du Comité de la 3^e Internationale, celui-ci poursuit avec le plus grand succès son œuvre de propagande et de véritable éducation socialiste.

Comité de la 3^e Internationale

Nos tracts protestant contre l'intervention en Pologne sont à la disposition de nos camarades à la Vie Ouvrière, à l'A.R.A.C., rue Grange-Batelière, à la Maison Commune, rue de Bretagne.

Aux Travailleurs Français !

Travailleurs :

Dix-huit mois après l'armistice, la guerre continue en Europe !

Grâce à l'inertie du prolétariat français, le gouvernement de Clemenceau, puis celui de Millerand, ont impunément jeté contre le peuple pacifique de Russie les armées mercenaires des États voisins, équipées et ravitaillées par les Alliés.

Ils ont obligé la République des Soviets à faire la guerre pour défendre la Révolution menacée.

A toutes les propositions de paix de la Russie soviétiste, les alliés ont répondu par des coups de canon.

Jamais plus criminel attentat contre les droits d'un peuple n'a été plus cyniquement perpétré. Jamais le devoir des travailleurs de s'opposer de toutes leurs forces aux scélérates entreprises de la bourgeoisie réactionnaires n'a été plus évident.

La Russie a offert constamment à la Pologne d'avantageuses conditions de Paix. C'est le gouvernement français qui s'est opposé à toute tentative de mettre un terme à l'effusion de sang. C'est la clique des hobereaux réactionnaires polonais qui s'est mise au service de l'impérialisme mondial.

Qui a intérêt à la guerre ? Ce ne sont pas les peuples. Le peuple russe et le peuple polonais veulent la paix. Il faut chercher à qui profite le crime.

Le crime ne profite qu'à la bourgeoisie, profiteuse de toutes les guerres, bénéficiaire de toutes les tueries. La guerre a pour but d'abattre la Révolution russe ou de paralyser son œuvre grandiose d'émancipation prolétarienne, de création d'une société nouvelle de justice, de travail, de fraternité. La guerre étouffe les revendications ouvrières sous le fracas de la mitraille et jette les uns contre les autres les prolétaires dans une lutte fratricide.

Le prolétariat international doit faire entendre sa voix et imposer la paix. *Le prolétariat français surtout doit exiger la fin de l'intervention militaire française, la reconnaissance officielle du régime des Soviets, la paix formelle avec la Russie.*

A l'heure où l'armée rouge des ouvriers et des paysans russes refoule héroïquement les troupes de la réaction polonaise, le gouvernement réactionnaire de Millerand envoie des secours à la Pologne. Six cents officiers français participent à la guerre

contre les Soviets, et du matériel français est débarqué à Dantzig.

De nouveaux milliards sont jetés dans le gouffre de la guerre. Le peuple français, déjà écrasé d'impôts, doit faire les frais des nouvelles tueries.

Si la classe ouvrière de France ne manifeste pas d'une façon éclatante sa volonté de paix, si elle n'impose pas la paix immédiate avec la Russie, si elle ne s'oppose pas à tout envoi de munitions et de militaires en Pologne, *la guerre va de nouveau se généraliser dans toute l'Europe.*

Travailleurs français, suivez l'exemple des travailleurs italiens, qui ont su obliger leur gouvernement à respecter la République des Soviets !

Refusez d'alimenter la guerre en refusant de transporter des armes ou des troupes.

Organisez partout des réunions protestataires, des démonstrations retentissantes pour la paix européenne.

Faites entendre le cri formidable du prolétariat, conscient de la solidarité qui unit les prolétaires de tous les pays : *A bas la guerre !*

Entrez l'action sous toutes ses formes pour faire prévaloir la volonté de paix du peuple exploité.

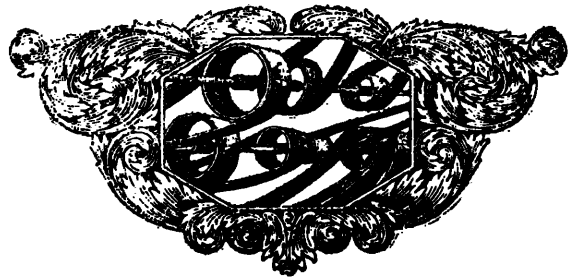
Pas un homme, pas un sou pour la guerre !

Paix au peuple frère de Russie !

Vive la République des Soviets !

Tels doivent être les mots d'ordre des travailleurs français, de qui dépend aujourd'hui la paix de l'Europe et du Monde.

Le Comité de la 3^e Internationale.



ÉCHANGES

Nous prions les journaux et périodiques de France et de l'Étranger auxquels nous envoyons régulièrement le **BULLETIN COMMUNISTE**, de nous envoyer en échange leurs publications.

La Dictature du Proletariat en Russie et la Révolution Mondiale

Les nombreux « critiques » du bolchévisme, russe et mondial, n'est pas autre chose que le marxisme révolutionnaire dans son sens à la fois théorique et pratique, pensent « réfuter » le mouvement le plus considérable des opprimés que l'histoire ait jamais connu, en se reportant aux « faits ». Relevant les défauts du mécanisme soviétique, signalant la famine et le désarroi économique qui existent en Russie, prenant en considération la guerre civile qui ne finit pas, les traîtres du socialisme sont presque disposés à chanter (s'ils ne le chantent déjà) un hymne dithyrambique en l'honneur de ce même régime capitaliste, dont le prolétariat révolutionnaire s'est fait le fossoyeur. Après la guerre impérialiste d'extermination (que, soit dit en passant, tous ces messieurs ont soutenue directement ou indirectement), ils essayent maintenant de s'appuyer sur la *fatigue des masses*. « Dans la crainte de voir la situation empirer encore davantage, nous attendrons plutôt que la vie économique normale ait été rétablie ; alors, oh ! alors, nous aussi nous serons pour la révolution ». Voilà en réalité le fond de toute l'argumentation de Kautsky et Cie. Dans cet article sur lequel nous appelons l'attention des camarades, nous voudrions faire ressortir, en prenant pour exemple la Russie, quelques-uns des moments qui éclairent plus fortement les étapes de la révolution mondiale qui se déroule, et qui triomphera, malgré les hurlements lugubres de tous les chacals « socialistes » de l'impérialisme.

I. — La guerre civile et le coût de la Révolution

Aux questions qui lui étaient posées devant le tribunal révolutionnaire, Charlotte Corday, qui venait de tuer Marat, l'un des plus grands révolutionnaires, répondit : « Je l'ai tué parce qu'il répandait dans toute la France l'incendie de la guerre civile et parce qu'il a ruiné tout le pays ».

Peu à peu, depuis lors, les historiens impartiaux ont parfaitement établi le rôle objectivement contre-révolutionnaire des girondins et de Charlotte Corday et le rôle révolutionnaire de Marat. Le moment n'est pas encore venu d'écrire de volumineuses études en plusieurs tomes sur le rôle du bolchévisme. Mais il n'est pas sans intérêt de constater dès maintenant ce fait remarquable que tous les bourgeois et socialistes-capitalistes depuis Lloyd George jusqu'à Kautsky, répètent en chœur contre les bolcheviks exactement les mêmes accusations que celles que la girondine Charlotte Corday, formulait en son temps contre Marat (accusations reprises par la socialiste révolutionnaire Kaplan, qui tira sur le « tyran » Lénine).

Nous ne songeons pas à traiter ici la question de la nécessité et de l'inévitabilité de la guerre civile ni à montrer que seuls, les « petits vieux » de l'opportunisme peuvent s'imaginer une révolution sans guerre civile. Nous ne nous attacherons qu'à la portée *économique* de cette dernière.

Cette question doit être placée sur le terrain purement objectif : est-il vrai que la guerre civile soit la ruine et, s'il en est ainsi, quel est donc son rôle fonctionnel économique ?

Prenons d'abord l'exemple de la révolution française. Nous y trouvons effectivement de nombreuses manifestations d'un désarroi économique extrême. La famine sévit à Paris, le papier-monnaie est déprécié, les liens économiques existant entre

la ville et le village et entre les diverses régions de la France sont rompus, etc... La guerre civile était-elle responsable, même *partiellement*, de cette situation ? Evidemment, oui. Toute révolution est la rupture des rapports existant avant l'établissement de rapports nouveaux ; ceci est vrai aussi bien pour les fondements de toute l'organisation de la production, que pour les superstructures politiques, c'est-à-dire en première ligne pour le pouvoir étatique. Il est clair *a priori* que cette rupture ainsi que le passage sur de nouveaux rails dans le domaine de la production doivent influencer nécessairement sur le processus du travail social, comme des facteurs temporaires de désorganisation. Car c'est seulement dans le domaine abstrait que la production sociale présente deux faces : une face technique, qui exprime le rapport entre l'homme et la nature, et une face économique, qui exprime les rapports entre les hommes. Concrètement, en fait, ces deux faces forment un tout unique ; elles sont indissolublement liées, *fusionnées*. Et il va de soi qu'un trouble apporté dans les rapports entre les hommes est pareillement un trouble apporté dans les rapports établis entre l'homme et la nature, c'est-à-dire une *intervention de la cadence dans le processus du travail* en tant que processus de travail ainsi que de toute la production sociale.

Eclairons ce fait au moyen d'un exemple. Dans la France de l'époque d'avant la Révolution, les rapports de production étaient des rapports féodaux. Le paysan travaillait pour le seigneur et était lié à ce dernier par les liens d'un demi-servage : dans les villes la production était réglementée à la manière du moyen âge. C'est dans ces cadres que se faisait tout ce processus du travail social : ce dernier était indissolublement lié et fusionné avec lesdits cadres. Quand la révolution éclata, ces rapports furent rompus. Le paysan cessa de se soumettre au seigneur, la réglementation de la production dans les villes disparut ; le vieux *système de travail* s'écroula. Et, puisque partout et toujours le travail social existe, non pas « d'une façon générale », mais dans ses formes historiques concrètes, tout le processus de la production sociale fut troublé jusqu'au moment où commença à fonctionner normalement un nouveau système de travail, le système de l'organisation *bourgeoise* du travail.

Voilà un des types du « dommage » économique inhérent à toute révolution.

Un autre type, c'est le *dommage direct* résultant de la guerre civile. Dès 1915, un libéral russe, Pierre Struvé se lamentait à ce sujet : il combattait l'insurrection parce que pour élever des barricades il faut scier des poteaux télégraphiques et démolir des wagons...

Passons maintenant à la révolution prolétarienne russe.

Ici nous remarquerons sans peine, que le « dommage » économique résultant de la révolution est bien plus considérable qu'à l'époque du passage de la féodalité au capitalisme. Un marxiste n'a pas de peine à comprendre pourquoi il en est ainsi. Evidemment la ruine, l'appauvrissement général qu'à entraîné la guerre impérialiste joue ici un rôle énorme. Cet appauvrissement est tel qu'il ne peut même pas être com-

paré au dommage économique résultant de la guerre civile, car aucune guerre civile ne saurait égaler le massacre impérialiste. Néanmoins, nous sommes obligés d'examiner l'action destructive de la révolution.

Avant tout, il faut examiner ce que j'ai appelé les *interversions dans la cadence du processus de production*. Il est clair qu'elles atteignent l'organisme économique pendant la révolution prolétarienne sur une bien plus grande échelle et aussi beaucoup plus profondément que pendant la révolution bourgeoise. Dans la révolution bourgeoise, ce qui s'opère, au fond, ce n'est pas autre chose qu'une permutation entre les groupes des propriétaires, tandis que le principe de l'organisation du travail est conservé. Au contraire, dans la révolution communiste prolétarienne le vieux système du travail est brisé jusque dans sa racine, car il ne s'agit plus du déplacement de couches sociales superficielles, mais bien de la poussée exercée par les couches profondes vers la surface : les vieux rapports de production sont renversés. Il est compréhensible que lorsque s'opère une rupture de ce genre, le dommage social doit être plus grand qu'en cas de rupture superficielle. Le passage à des formes nouvelles, différentes quant à leurs principes, de rapports de production est beaucoup plus pénible et difficile. Il n'y a par conséquent rien d'étonnant à ce que la rupture des liens existant entre le capitaliste et l'ouvrier d'usine (de même que la rupture des liens existant entre le soldat et le général dans l'armée impérialiste pendant la révolution, ou, en d'autres termes, le phénomène qui a été appelé le « relâchement de discipline ») ait provoqué une baisse de la productivité du travail social en général. Aussi longtemps qu'une discipline fraternelle des travailleurs n'aura pas remplacé la discipline capitaliste (ce qui est inconcevable sous la forme d'un acte brutal, mais ne peut être au contraire qu'un *processus prolongé*) l'action négative de la révolution dans le domaine de la vie économique continuera à se faire sentir.

La seconde forme du rôle économique destructif de la révolution, ce sont les « dommages directs résultant de la guerre civile ». Ces dommages sont, eux aussi, beaucoup plus élevés pendant la révolution prolétarienne, car la lutte est ici plus dure et plus opiniâtre. Elle est plus dure, non seulement parce que la résistance de la bourgeoisie dans chaque pays est beaucoup plus forte que la résistance des féodaux, mais encore parce qu'elle prend nécessairement le caractère d'une *guerre de classes* entre le prolétariat organisé en état et son armée régulière, d'une part, et les armées régulières de l'impérialisme, d'autre part. La guerre des classes n'est pas une simple guerre civile ; elle est le type suprême de la guerre civile, la guerre entre des états qui ont un contenu social différent. Techniquement cette guerre rappelle beaucoup la guerre ordinaire. Économiquement elle épuise le pays comme toute autre guerre et, à ce point de vue, son caractère de guerre sainte pour le prolétariat ne contribue pas précisément à atténuer ses conséquences... Son influence pernicieuse est encore accentuée par ce fait qu'elle *traîne en longueur*, que toute une série de régions passent de mains en mains, etc. Et ainsi, ici encore les dommages sont plus grands que pendant la révolution bourgeoise.

Résulte-t-il donc de ce qui précède que la révolution soit en général un non-sens au point de vue de la « raison » économique ?

C'est là la question décisive. C'est ici que se

révèle l'attitude répugnante des renégats Kautsky et Cie, leur rupture complète avec le marxisme révolutionnaire, leur façon de prostituer la science sociale dont ils font consciemment ou inconsciemment une simple servante du Capital.

En effet, on voit tout à fait clairement, par l'exemple de la grande révolution française, que celui qui apprécierait le rôle économique de la révolution en se plaçant exclusivement au point de vue du dommage économique, qu'elle occasionne incontestablement à un certain stade de son développement, ne comprendrait absolument rien à cette révolution. Un point de vue pareil serait doublement vulgaire, même pour un historien ou un économiste bourgeois. Car, même pour ce dernier, l'importance économique de la révolution n'est pas d'avoir temporairement contribué à la baisse des forces productives, mais, au contraire, d'avoir (après avoir supprimé les rapports de production vieillis et balayé un échafaudage politique pourri) *élevé* les forces productives à une hauteur précédemment inconnue. *C'est en cela que consiste le rôle fonctionnel économique de la révolution. Mais ce résultat final objectif exige certaines dépenses de production ; ces dépenses, c'est précisément « le désarroi économique » provoqué par la guerre civile.*

Ce qui a été vrai à cet égard pour la révolution française du XVIII^e siècle reste vrai pour la révolution du prolétariat mondial, et vrai également pour la révolution accomplie par l'une des fractions de ce prolétariat, le prolétariat russe. Le mode capitaliste de production a fait son temps et le développement ultérieur des forces productives n'est devenu possible qu'à la condition que le régime capitaliste soit anéanti. Mais ce développement ultérieur des forces productives s'achète au prix de leur gaspillage temporaire, gaspillage que représentent les frais de la révolution, le dommage économique causé par la guerre civile. Le communisme précipite les forces productives en avant avec une rigueur inouïe. Mais la condition préalable du développement communiste, — c'est-à-dire la révolution socialiste, la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie, la guerre de classes des états prolétariens contre les organisations étatistes du capital financier — entraîne de lourds sacrifices, beaucoup plus considérables que ceux qu'avait exigés il y a 130 ans la révolution de la bourgeoisie victorieuse.

Les girondins, qui cherchaient un compromis avec l'« ancien régime », avait parfaitement remarqué « le feu de la guerre civile » (et ils entretinrent ce feu en combattant de l'autre côté de la barricade) ; ils aimaient à parler du désarroi, dans lequel l'« extrême-gauche » avait jeté le pays. Mais leur rayon visuel borné ne pouvait apercevoir ni le caractère transitoire de ce désarroi, ni sa portée purificatrice ; le fait que c'était précisément au prix de ces pertes, de ce dommage, que s'achetait le *développement* des forces productives restait en dehors de leur compréhension. Une myopie analogue à l'égard de la révolution prolétarienne se rencontre chez les social-patriotes, les « indépendants », les socialistes-révolutionnaires, les menchéviks, etc. Ils cherchent des *compromis* avec le capital, et dans les atteintes portées au capital, qui *doit être détruit*, ils voient une guerre civile dénuée de sens qui ôte la possibilité d'une socialisation « réelle » qui, voyez-vous, doit revêtir des « formes pacifiques ». Et pendant ce temps, ils entretiennent eux-mêmes cette guerre civile, en se battant avec les gardes-blancs contre l'armée rouge...

Ainsi donc, dans les dépenses de production du communisme entrent les frais de la révolu-

tion, qui découlent des interventions de cadence du processus de la production et les frais matériels directs de la guerre civile. Sans ces dépenses on ne peut concevoir le passage à un nouveau régime et, par conséquent, au développement ultérieur des forces productives.

II. — Le caractère mondial de la révolution prolétarienne et le coût économique de la Révolution Russe.

Mais, diront nos critiques, le pouvoir des soviets existe en Russie depuis bientôt deux ans (1). Pourquoi les bolchéviks n'ont-ils pas pu jusqu'à présent mettre de l'ordre dans les rapports économiques ? Pourquoi la famine est-elle plus grande dans la Russie Soviétiste que dans la France impérialiste ? Comment se peut-il que dans de nombreuses branches d'industrie la productivité du travail continue à baisser, au lieu de s'élever ? N'est-ce pas là une régression des forces productives ?

Ceux qui parlent ainsi ne sont pas seulement de franches canailles, qui dissimulent leur propre lâcheté en insultant les victimes sanglantes tombées dans les rangs de l'héroïque prolétariat de Russie et de Hongrie. Ils oublient encore (car cette omission leur est ici avantageuse) ce qu'ils ont eux-mêmes mille fois écrit, dit et ressassé. Dans la littérature marxiste et quasi-marxiste de l'époque d'avant-guerre, la question de savoir si la victoire du socialisme était ou non possible dans un seul pays, a été soulevée à plusieurs reprises. La plupart des auteurs ont répondu négativement à cette question, mais ils n'ont nullement conclu de là que le commencement de la révolution et la prise du pouvoir dans un pays déterminé était chose impossible ou inadmissible. Depuis que les écrivains socialistes, érudits ou non érudits, se sont livrés à ces dissertations, plusieurs années sanglantes se sont écoulées, et on aperçoit aujourd'hui les contours du développement du problème avec mille fois plus de clarté et de compréhension qu'alors. Il est évident maintenant qu'à l'époque actuelle, il ne peut plus y avoir de guerre qui, tôt ou tard, ne se transforme en guerre mondiale. Et pareillement, il ne peut plus y avoir de révolution qui ne se communique au monde entier, en provoquant les sympathies du prolétariat, en mettant en mouvement contre elle-même les forces de l'impérialisme mondial et en se développant jusqu'à devenir une révolution mondiale. Marx a écrit dans un de ses admirables ouvrages historiques que le parti de la révolution rassemblait les forces de la contre-révolution. Et cette observation de Marx est objectivement parfaitement exacte (c'est une chose que ne comprendront jamais les opportunistes, dont la morale de philistins se résume en ce commandement : ne touche pas au bourgeois, sinon il se fâchera et alors surgira la contre-révolution). Du moment qu'il existe une économie mondiale dont les parties sont liées entre elles, et que les divers groupes bourgeois organisés en états sont dépendants l'un de l'autre, il va de soi que la lutte dans un pays ne peut pas se terminer sans victoire décisive de l'une ou l'autre partie dans plusieurs pays civilisés. La résistance de la contre-révolution russe (Koltchak, Dénikine et Cie) est particulièrement opiniâtre, précisément parce qu'elle se transforme directement par ses alliés anglais, français, américains, japonais et au-

tres, en contre-révolution mondiale. Les réservoirs étrangers d'énergie et de force, — voilà ce qui nourrit matériellement et moralement la bourgeoisie russe. C'est pourquoi on peut dire que le prolétariat du pays (ou des pays) qui le premier (ou les premiers) a (ou ont) levé l'étendard de la révolte et triomphé chez lui (ou chez eux) doit (ou doivent) fatalement faire les sacrifices les plus lourds ; il est une cible pour les forces du capital mondial coalisé. Les critiques du bolchévisme russe et du pouvoir des soviets de Russie partent d'une idée naïve de la révolution prolétarienne russe qu'ils considèrent comme un processus achevé, c'est-à-dire comme un stade où l'on n'a plus à s'occuper que de l'œuvre positive d'organisation, du développement des forces productives, etc... En réalité, la révolution russe lutte pour les conditions préalables élémentaires de son existence ultérieure, en rassemblant les forces de la contre-révolution mondiale et en se développant elle-même en révolution du prolétariat mondiale. C'est pourquoi c'est un barbarisme absurde que de considérer les imperfections économiques qui existent dans la Russie Soviétiste du haut de la majesté de l'Olympe ou d'attribuer ces imperfections aux bolchéviks, ou bien encore de les signaler dans l'idée d'empêcher le prolétariat de l'Europe occidentale et de l'Amérique de passer à l'action. Une pareille tactique est nécessairement à un degré égal, stupide et traître. Stupide, parce qu'elle ne fait que prolonger les souffrances de la lutte et augmente les dépenses de la révolution mondiale. Traître, parce qu'elle vient en aide à la contre-révolution mondiale, à la terreur blanche, aux atrocités de l'impérialisme devenu féroce. A ce point de vue, l'exemple de la Russie est particulièrement convaincant. En Russie où le pouvoir des soviets existe depuis presque deux ans, on peut constater sans aucun doute de grands succès d'organisation dans tous les domaines de la vie sociale en commençant par l'économie nationale et en finissant par l'armée. Et néanmoins, les forces productives du pays ne croissent pas, mais diminuent plutôt, malgré l'œuvre gigantesque d'organisation. Comment expliquer ce fait ? Ici entre en scène non seulement la consommation militaire qui est improductive, mais encore le fait que l'impérialisme étranger et la contre-révolution russe se sont en réalité emparés de presque toutes les sources importantes de matières premières.

Tant que le prolétariat n'aura pas en mains ces éléments nécessaires à la production, il ne faudra pas penser à l'accroissement des forces productrices.

Mais ils sont bons nos critiques, — Thomas, Henderson, Scheidemann, Kautsky ! Ces Messieurs individuellement et collectivement (voir l'Internationale jaune de Berne) soutiennent en fait la cause des forbans de la Ligue des Nations, sainte alliance capitaliste, dirigée contre le prolétariat. Ils aident des bandits à enlever au prolétariat russe les bases de sa vie économique ; après quoi ils disent : « Voyez combien peu de bons résultats chez les bolchéviks russes ! »

Et il en est de même du blocus de la Russie. L'occupation de nos sources de combustibles et de matières premières et le blocus nous privent de la possibilité de refaire complètement notre production socialisée dont certaines branches sont en ruines. Dans toutes les conditions d'organisation requises nous ne pouvons le faire manquant des éléments fondamentaux de la production. Il est hors de doute que la courbe de notre développement économique s'élèvera rapidement sitôt que

(1) Cet article a été écrit au milieu de l'année 1919.
— N. D. L. R.

nous aurons retrouvé ces possibilités techniques. Et c'est là une question qui a trait à notre front c'est-à-dire dans une large mesure une question intéressant le développement de la révolution mondiale.

La révolution mondiale n'aurait pu dans aucun cas s'effectuer par un acte simultané. Celui qui a invité les ouvriers à attendre et à ne pas commencer avant que les autres aient commencé trahissait en fait le socialisme entier parce qu'il le remettait aux calendes grecques.

La politique actuelle consiste non à trahir les républiques des Soviets mais à les soutenir et à former rapidement un bloc économique, qui réunirait des pays agricoles et industriels se faisant complément et assurerait la marche plus ou moins régulière de la production sociale, rendant de cette façon le blocus inoffensif et consolidant la force du groupement dans sa lutte contre le capital universel.

Le prolétariat russe n'a pas prouvé son impuissance mais bien sa force gigantesque. En luttant littéralement contre le capitalisme du monde entier (outre l'Angleterre, le Japon, l'Amérique, la France, l'Italie, la Pologne, l'Allemagne, la Finlande, etc., etc., les Etats neutres mêmes nous font une guerre de fait comme l'a démontré le complot récemment découvert à Petrograd et dont les fils étaient noués dans les consulats neutres), en édifiant son armée rouge, en y jetant les neuf dixièmes de ses meilleures forces, la classe ouvrière a au cours des deux années pendant lesquelles elle a conservé le pouvoir, considérablement amélioré dans tous les domaines, l'appareil gouvernemental. Ce n'est pas sa faute, si la révolution mondiale n'a pas encore cassé les reins à l'un des gros requins du capitalisme allié. Il n'en découle qu'une moralité : ne point gémir, ne point épiloguer sur l'impuissance du prolétariat comme le font les débaucheurs professionnels de la classe ouvrière, mais aller avec assurance, fermement, vers le renversement du capital, la dictature ouvrière, l'alliance des pays soviétistes.

III. — Le communisme dans le domaine de la production et de la consommation.

Très souvent nos critiques du camp « socialiste » adressent au pouvoir des Soviets le reproche que le « communisme officiel » des bolchéviks est exclusivement un communisme de consommation. On nous dit que le pouvoir des Soviets se borne simplement à opérer un partage universel : partage des logements, des meubles, des vêtements, de la nourriture, etc... tandis que la tâche principale du véritable communisme consiste à organiser la production. Les bolchéviks mettent au premier plan l'organisation de la consommation. Ils transforment peu à peu le prolétariat, en tant que classe productrice, en élément non travailleur (par suite du manque de matières, de combustible) pensionné par l'Etat, en couche sociale rapetissant l'antique prolétariat des gueux.

Quelle est dans tout ceci la part du vrai et celle du faux et quel rapport doit-il exister, du point de vue marxiste, entre le communisme de production et le communisme de consommation ?

Il est évidemment impossible de nier que le pouvoir des Soviets ait pris toute une série de mesures relativement à l'expropriation, non seulement des moyens de production, mais aussi des moyens de consommation (et l'installation des ouvriers et de leurs organisations dans les logements bourgeois, la ration de classe, c'est-à-dire l'attribution au prolétariat d'une ration alimentaire plus considérable, sont à cet égard particulièrement typiques). Mais

seul un homme qui ne comprend absolument rien aux conditions spécifiques dans lesquelles se développe la révolution internationale peut soutenir que ces mesures ne sont pas justes. Le marxisme est basé sur la théorie de la croissance des forces productrices de la société humaine. Il n'en découle nullement, comme nous l'avons vu, précédemment, qu'il faille redouter tout abaissement momentané de ces forces, abaissement qui, au cours de la révolution, est absolument inévitable. Pareillement, notre but principal — l'organisation de la production — peut supposer, comme condition lui étant propre, ce communisme de consommation dont parlent nos adversaires.

La révolution, telle qu'elle se développe actuellement, a grandi sur le fond des dévastations les plus épouvantables, causées par la guerre impérialiste. Ces dévastations se sont traduites par la destruction d'une énorme réserve de forces productrices, comme chacun le sait parfaitement. Mais que représentent ces forces productrices, base de tout progrès, dans leur forme concrète ? Ce sont, d'une part, les moyens de production et, d'autre part, les forces ouvrières. Non seulement les machines, mais encore les ouvriers, la classe ouvrière constituent les forces productrices. Marx a indiqué à plus d'une reprise que le prolétariat est dans la société contemporaine la force productrice la plus importante. Et il n'est pas difficile de comprendre que si la révolution est liée, à son début, à une continuation de la baisse des forces productrices il faut faire tout ce qui est humainement possible pour garder, préserver, mettre à l'abri d'une chute définitive précisément cette force productrice. La conservation de la classe ouvrière est une condition de la reconstruction de l'appareil producteur de la société.

La bourgeoisie s'efforce de rejeter tous les frais de la guerre sur la classe ouvrière. Elle pratique un système économique de rapt (Raubwirtschaft) à l'égard de la force ouvrière. Il va de soi, bien entendu, que le gouvernement prolétarien doit, au contraire, faire l'impossible pour soutenir cette force ouvrière. Dans cette période d'appauvrissement sans précédent et de diminution effroyable des ressources, il n'y a pas d'autres moyens pour remplir cette tâche que de placer le prolétariat dans une situation économique privilégiée ou de lui donner, pour le moins, la possibilité de ne pas vivre plus mal que le bourgeois affamé. Tout ce qui peut compenser l'insuffisance et les lacunes de la nourriture, du logement, de l'habillement, etc... doit être attribué au prolétariat. Et si, durant un court laps de temps, il est impossible de recréer ces ressources (et c'est là une impossibilité manifeste), il ne reste qu'une seule chose à faire : la répartition des objets de consommation entre les classes, l'expropriation forcée des objets de consommation et leur remise, selon un mode organisé, au prolétariat, c'est-à-dire la pratique du « communisme de consommation ».

Ainsi donc, en pratiquant ce communisme de consommation, nous nous inspirons de l'intérêt du développement des forces productrices. Autrement dit, le communisme dénommé de consommation constitue, à notre époque d'appauvrissement et de famine, une des conditions nécessaires de l'œuvre de construction d'un « véritable » communisme, c'est-à-dire d'un communisme producteur.

Il va de soi que la petite bourgeoisie ne doit pas être visée par cette expropriation. Il va de soi également que dans le mouvement gigantesque de la révolution, on peut compter des milliers de cas où cette règle n'a pas été observée. Mais il n'y a qu'un philistin borné qui puisse « nier la révolution » pour la seule raison qu'elle ne s'accom-

plait pas tout à fait régulièrement, comme il l'aurait voulu.

Ainsi : les conditions concrètes de notre époque d'appauvrissement exigent que nous expropriions non seulement les moyens de production, mais aussi les moyens de consommation. Cette dernière mesure est nécessaire du point de vue de la conservation de la force productrice fondamentale qui est la classe ouvrière.

IV. — Le caractère prolétarien-militaire de la dictature et de la révolution mondiale.

Il nous faut enfin examiner encore une question ou, plus exactement, une suite de questions qui ont une explication commune. On nous reproche toute une série de péchés : nous pratiquons, dit-on, le pouvoir de parti, l'« oligarchie », la terreur, le « socialisme de caserne » (cette dernière expression est particulièrement piquante dans la bouche des socialistes impériaux et royaux (1), etc., etc...). Les qualificatifs et les étiquettes dont usent et abusent nos adversaires n'ont évidemment aucune importance. Mais, d'autre part, nous n'avons pas la moindre intention de nier ni l'extrême centralisation de notre appareil, ni le caractère répressif de notre politique à l'égard de la bourgeoisie et des partis socialistes-conciliateurs, ni l'organisation militaire de notre propre parti, en tant que parti dirigeant et réalisant sa dictature par l'organe du pouvoir des Soviets. Toutes ces circonstances qui paraissent au philistin autant de crimes monstrueux, doivent être en réalité la loi sacrée de tout révolutionnaire travaillant dans les conditions où travaille notre parti.

Le prolétariat russe est actuellement l'objet, pour employer l'expression dont s'est servi Churchill, d'une attaque concentrique de la part de 14 États. Si l'on fait le total de tous les États qui nous font directement ou indirectement la guerre, le nombre de ces organisations de brigandage se trouve encore augmenté. Si l'on y ajoute la contre-révolution « nationale » ouverte, on obtient une force considérable. Dans de pareilles conditions, la république soviétiste doit être un *camp retranché* et la dictature du prolétariat doit être une dictature *prolétarienne militaire*. Nous ne pouvons admettre aucune désagrégation au sein de nos propres forces : une discipline militaire doit être observée chez nous partout et dans tous les domaines de l'administration. Cette circonstance particulière explique tout. Les intellectuels bêtement sentimentaux que la rigueur même de la grande lutte fait frissonner jusqu'au tréfond de l'âme d'une peur mêlée de dégoût ne cessent de se répandre en attaques sans fin contre le régime prolétarien, précisément à cause de leur absolue incapacité de comprendre les conditions de la lutte et la *volonté active* qu'exige actuellement l'histoire. La meilleure illustration de la nécessité d'un tel régime est fournie par l'organisation de notre parti lui-même. En fait, tous ses membres sont considérés comme mobilisés. Au premier appel de notre comité central, n'importe quel membre du parti est obligé d'aller au poste qui lui est indiqué : d'abandonner sa famille et de partir au front, le fusil sur l'épaule, ou bien de survoler en aéroplane le front ennemi, ou bien encore de se rendre en pays ennemi ou enfin de se consacrer jour et nuit à un travail déterminé. Il en est exactement de même dans le domaine militaire et dans le domaine économique.

Pour élever par exemple la productivité du travail, les membres de notre parti font des heures

(1) *Kaiserlich-Koenigliche Sozialisten!*

de travail supplémentaires ou travaillent pendant les fêtes, constitués en détachements spéciaux de communistes : ils chargent du bois, déchargent des wagons, travaillent dans les fabriques et les usines, donnant l'exemple d'une nouvelle discipline fraternelle. C'est là un phénomène absolument inconnu jusqu'alors et que nulle part ailleurs, il n'est possible de se représenter. Chez nous c'est une nécessité absolue. Et pour toute violation de cette discipline de parti, il est établi des sanctions fort rigoureuses et fort « désagréables ».

Mais si notre parti lui-même (le parti du gouvernement occupé à scier du bois !) est construit militairement, il crée bien entendu aussi des institutions soviétistes à son image et semblables à lui ou, pour le moins, il essaie de les créer. Car ce n'est que dans de pareilles conditions qu'il est possible de soutenir la ruée furieuse déchaînée contre nous de tous côtés.

Il n'est pas difficile de tirer de là nombre de conclusions. Il est clair que nous ne pouvons pas admettre le jeu à l'« opposition » qui, dans la situation dans laquelle nous nous trouvons, se transforme en vingt-quatre heures en contre-révolution. Nous devons l'écraser impitoyablement.

Tous les compromis ne peuvent conduire ici qu'à une désorganisation interne de l'appareil. De la controverse, dans des conditions telles que celles dans lesquelles nous sommes placés, sort non pas la « vérité », mais la victoire de la contre-révolution.

Pareillement on ne peut tolérer sur le front, où l'exécution d'un plan déterminé et la rapidité d'action sont nécessaires, aucune « discussion » d'ordre parlementaire ; il en est de même encore — *mutatis mutandis* — de beaucoup de branches de notre travail, parce que la *république des Soviets est un camp retranché*.

Un pareil type de dictature est-il toujours nécessaire ? Evidemment non. L'acuité de sa forme est fonction de la situation extérieure de la République des Soviets.

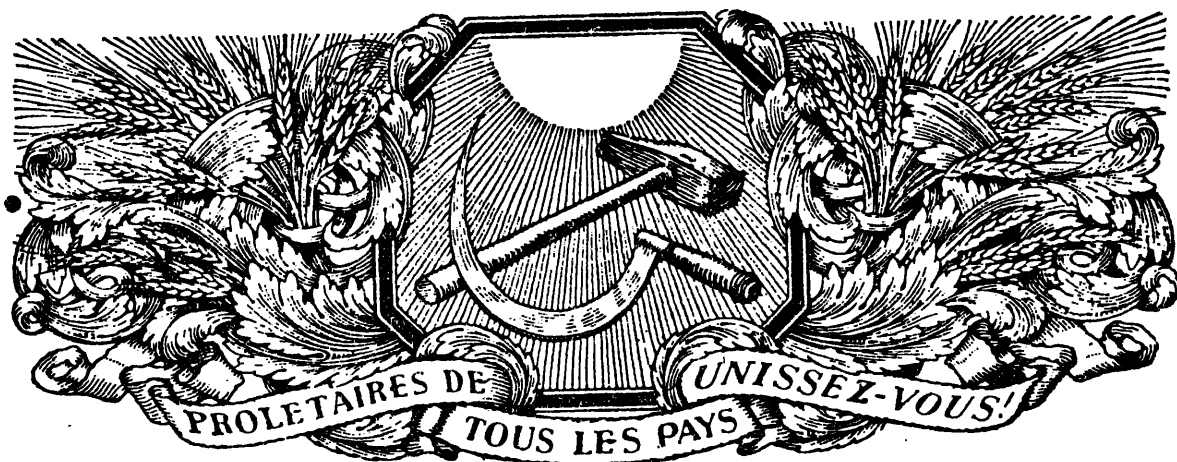
De même que la politique terroriste des montagnards trouvait une justification suffisante dans la situation extérieure et intérieure de la République Française (circonstance qu'il ne serait pas inopportun de rappeler à l'« historien » Kautsky), de même le pouvoir russe des Soviets, s'il n'avait pas établi un régime qui semble intolérable aux intellectuels aux nerfs dérangés, eût été un jeune agneau opportuniste que le loup impérialiste aurait dépecé depuis longtemps.

La comparaison entre le prolétariat militant et une armée était autrefois admise (« armée prolétarienne », « soldats de la révolution », etc...). Mais quand arrive le moment où il s'agit d'être effectivement et non plus sur le papier des soldats de la révolution, messieurs les anciens « soldats » passent fréquemment à l'état de déserteurs et de briseurs de grève, tandis que dans d'autres cas (dans la majorité des cas si l'on considère les social-démocrates) ils passent dans le camp de l'ennemi.

Il est tout à fait évident que dès que la pression du dehors cessera (et cela peut et doit être la conséquence de la révolution internationale), les formes de la dictature « s'adouciront »...

Ultimeurement quand nos ennemis seront définitivement réduits à l'impuissance et s'assimileront plus ou moins aux masses des travailleurs, ces ennemis se transformeront en citoyens, égaux en droits aux travailleurs de l'état prolétarien qui mourra alors par désuétude et que remplacera insensiblement la société communiste ne connaissant ni état, ni classes.

N. BOUKHARINE.



Le Terrorisme, par L. TROTSKY

Dans son livre : *Terrorisme et Communisme*, Kautsky dit que le communisme conduit les gouvernements socialistes au terrorisme sanglant. Les bolcheviks en Russie entrèrent les premiers dans cette voie : c'est pourquoi ils se virent sévèrement condamnés par tous les socialistes non partisans des méthodes bolchevistes, entre autres par les socialistes de la majorité allemande. Mais, dès que ces derniers virent leur domination menacée, ils recoururent à ce même régime de terreur qu'ils condamnaient en Orient (pag 9). Une déduction devrait s'en imposer que le terrorisme est beaucoup plus profondément lié à la nature même de la révolution que ne le supposaient certains auteurs.

Mais la déduction qu'en tire Kautsky est diamétralement opposée : d'après lui, le développement formidable du terrorisme blanc ou rouge, pendant toutes les dernières révolutions — russe, allemande, autrichienne et hongroise — prouve que ces révolutions ont dévié de leur juste voie et qu'elles n'ont pas été ce qu'elles eussent dû être, selon les rêves théoriques de Kautsky. Ne voulant pas approfondir la question de l'inhérence du terrorisme à la révolution, nous allons nous arrêter à quelques exemples de révolutions telles qu'elles nous sont présentées par l'histoire.

Rappelons-nous, pour commencer, l'époque de la réforme religieuse qui fut le point de séparation entre l'histoire du moyen âge et l'histoire moderne. Nous y voyons que plus cette réforme touchait les intérêts profonds des masses populaires et que plus large était son champ d'action, d'autant plus de développement prenait la guerre civile sous différents drapeaux religieux et d'autant plus farouche était la terreur exercée par les partis en lutte.

Au XVII^e siècle, l'Angleterre eut deux révolutions. La première provoqua de grandes secousses sociales et des guerres, et, entre autres conséquences, aboutit à l'exécution du roi Charles I^{er}. La seconde finit par l'avènement de la nouvelle dynastie. La bourgeoisie anglaise et ses historiens considèrent ces révolutions comme très différentes. D'après eux, la première n'est que désordres de la populace, « la grande révolte », tandis que la seconde est connue sous le nom de « révolution glorieuse ». La différence dans les appréciations sur ces deux révolutions nous est exposée par l'historien français Augustin Thierry. C'est le peuple

qui agissait pendant la première révolution anglaise ; il demeura, au contraire, presque inactif pendant la seconde. Dans l'état de servitude où l'on tient les classes opprimées, il est difficile d'enseigner aux masses des manières courtoises. Quand elles sont à bout de patience, elles ont recours à toutes les armes : à la pique ou à la pierre, au feu ou à la corde. Les historiens, courtisans des exploités, s'en voient offensés. Néanmoins, l'événement capital de l'histoire moderne de l'Angleterre, c'est la « grande révolte » et non pas la « révolution glorieuse ».

Le plus grand événement de l'histoire moderne, après la « grande révolte », c'est la grande Révolution française du XVIII^e siècle. Elle dépasse de beaucoup par son importance les deux révolutions qui l'ont précédée. A cette révolution classique correspondait une terreur classique également. Kautsky veut bien excuser la terreur des jacobins, reconnaissant qu'il était impossible de sauver la République par d'autres moyens. Cette justification rétrospective nous importe peu. Les Kautsky du XVIII^e siècle (les leaders girondins) voyaient dans les jacobins le mal personifié. Un historien petit bourgeois français fait une comparaison instructive dans sa banalité des jacobins et des girondins. « Les uns comme les autres aspiraient à la République ; mais, tandis que les girondins aspiraient à une République libre, légitime et gracieuse, les montagnards la voulaient despotique et terrifiante. Les uns et les autres étaient partisans du pouvoir suprême du peuple, mais les girondins entendaient avec raison, sous le mot peuple, tous les citoyens sans exception, tandis que pour les montagnards, seule la classe ouvrière était peuple et que, par conséquent, ce n'est qu'à cette classe que devait appartenir le pouvoir. »

L'antithèse entre les chevaliers magnanimes de l'Assemblée Constituante et les partisans sanguinaires de la dictature sanguinaire se dessina à cette occasion assez complètement, mais dans les termes politiques de l'époque.

La dictature de fer des jacobins fut provoquée par la situation extrêmement difficile de la France révolutionnaire. Voici comment en parle un historien bourgeois : « Des armées étrangères envahissent de quatre côtés le territoire français : au nord, les Anglais et les Autrichiens ; en Alsace, les Prussiens ; en Dauphiné jusqu'à Lyon, les Piémontais, et les Espagnols dans le Roussillon ; en même temps, la guerre civile sévissait sur quatre

points différents : en Normandie, en Vendée, à Lyon et à Toulon. » Cette situation fut encore aggravée par l'existence d'un nombre considérable de partisans secrets de l'ancien régime prêts à aider l'ennemi par tous les moyens.

Il convient de déclarer ici que la sévérité de la dictature prolétarienne en Russie est déterminée par une situation non moins difficile. Sans compter les armées blanches de Koltchak, de Denikine, etc., la République des Soviets eut à lutter simultanément ou consécutivement contre Allemands, Autrichiens, Tchéco-Slovaques, Serbes, Polonais, Ukrainiens, Roumains, Français, Anglais, Américains, Japonais, Finnois, Esthoniens, Lithuaniens... Le pays, affamé par le blocus, était en proie à des conjurations perpétuelles, soulèvements et actes terroristes. Les adversaires du régime des Soviets faisaient tout pour le contrarier : on détériorait les routes et les ponts, on démolissait les dépôts de toute nature.

« Le gouvernement qui eut à lutter contre des ennemis innombrables à l'extérieur et à l'intérieur n'avait ni assez de troupes, ni l'argent nécessaire. Il n'avait que l'énergie indomptable et l'appui chaleureux des éléments révolutionnaires du pays. Le gouvernement avait en outre un courage incomparable qui lui permit de prendre toutes les mesures susceptibles de sauver la patrie. » C'est en ces termes que M. Plekhanov caractérisa jadis le gouvernement jacobin.

Examinons aussi la révolution qui eut lieu aux Etats-Unis d'Amérique dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

Quoi qu'il s'agisse seulement de la suppression de l'esclavage et non pas de la propriété en général, les institutions démocratiques se montrèrent néanmoins complètement incapables de régler le conflit sans qu'une lutte s'ensuivit. Les Etats du Sud, battus aux élections de 1860, étaient prêts à rétablir, par n'importe quels moyens, l'influence qu'ils possédaient auparavant. Ces Etats entrèrent en lutte pour le maintien de l'esclavage, tout en se montrant prodigues de belles paroles sur la liberté et l'indépendance. Il en advint toutes les conséquences d'une guerre civile. Dès les débuts, les autorités militaires de Baltimore emprisonnèrent dans le fort Mac-Henry quelques citoyens partisans du régime d'esclavage, violant ainsi le statut de l'*habeas corpus*. La question de la légalité de cette mesure passionna l'opinion publique et fut l'objet d'une vive discussion entre les « hautes compétences », M. Teney, juge supérieur, décida que le président de la République n'avait pas le droit de suspendre la loi de l'*habeas corpus*, ni d'accorder aux autorités militaires l'autorisation de la suspendre.

Un des premiers historiens de cette guerre entre les Etats du Sud et ceux du Nord écrit à ce sujet que telle devait être, en effet, la solution constitutionnelle de la question. Mais la situation fut tellement critique et la nécessité d'adopter des mesures efficaces fut tellement impérieuse que, non seulement le gouvernement, mais tout le peuple des Etats-Unis approuva les mesures de répression les plus rigoureuses (*Histoire de la Guerre américaine*, par Fletcher, lieutenant-colonel de chasseurs de la Garde écossaise).

Certains produits dont avait besoin le Sud révolté lui furent fournis en fraude par certains commerçants du Nord. Afin de supprimer ce commerce, on eut recours aux répressions. Le 6 août 1861, le Congrès adopta et le président de la République approuva la loi sur « la confiscation des biens employés à soutenir l'insurrection ». Même les éléments les plus démocratiques du peuple approuvaient les mesures extrêmes. Le parti ré-

publicain possédait une influence prédominante dans le Nord et des personnes soupçonnées de sympathie pour les Etats du Sud en révolte étaient exposées à toutes sortes de violences. C'est ainsi que, dans certaines villes du Nord et même dans l'Etat de la Nouvelle-Angleterre, renommée par son esprit démocratique, la foule pénétrait souvent dans les bureaux de rédaction des journaux réactionnaires. Elle y démolissait les instruments typographiques de ses imprimeries et il arrivait que les éditeurs de ces journaux eurent la figure enduite de goudron et ornée de plumes par la foule qui les faisait conduire en cet état sur les places publiques. Cette torture ne prenait fin que lorsque le patient jurait fidélité à l'Union. Ce ne fut pas tout. « Quant au gouvernement, nous dit l'historien, il exerçait, lui aussi, des mesures de répression contre les éditeurs de l'opposition, et la presse américaine, libre jusqu'à cette époque, eut un sort identique à celui de la presse des pays autocratiques de l'Europe. » La liberté de la parole subit le même sort. « C'est ainsi, continue le lieutenant-colonel Fletcher, que le peuple américain abdiqua la majeure partie de ses libertés et, fait digne d'intérêt, il était à ce point absorbé par les péripéties de la guerre, tellement pénétré de l'idée qu'il devait tout sacrifier afin d'obtenir gain de cause, que, loin de regretter la liberté perdue, il ne s'apercevait même pas de cette perte. »

Bien plus sévère était l'action des propriétaires d'esclaves du Sud. Le comte de Paris écrit à ce sujet ce qui suit : « Partout où la majorité fut en faveur de l'esclavage, l'opinion publique manifestait son intransigeance envers la minorité. Tous ceux qui regrettaient le drapeau de l'Union étaient forcés de se taire et de dissimuler leurs sentiments. Bientôt on obligea même les indifférents de manifester leur dévouement au nouvel état de choses. Ceux qui résistaient étaient livrés à la haine et aux violences de la foule... Dans tous les centres des Etats Sud-Ouest, des comités de surveillance furent formés. En faisaient partie principalement ceux qui se distinguaient par leurs idées extrémistes au courant de la lutte électorale... Ordinairement, c'était dans un cabaret qu'avaient lieu les réunions de ces comités, et l'orgie se mêlait à la parodie de justice. Quelques enragés, se tenant autour du comptoir, souillé par des restes de whisky, jugeaient leurs concitoyens souvent en l'absence des accusés. L'interrogé voyait préparer la corde fatale avant que la sentence ne soit prononcée. Celui qui avait omis de se présenter devant ce tribunal apprenait la condamnation frappée, dans une embuscade à l'entrée de la forêt, d'une balle tirée par son bourreau. »

Cette image ressemble en tous points aux scènes qui se passaient journellement dans les territoires occupés par Koltchak, Denikine, Youdenitch et autres héros de la « démocratie anglo-française et américaine ».

Nous examinerons plus loin la question du terrorisme pendant la Commune de 1871. En tout cas, les tentatives de Kautsky d'opposer les actions de la Commune aux nôtres ne résistent pas à une critique approfondie, et ses démonstrations ne sont qu'un verbiage de qualité inférieure.

L'institution de livraison d'otages, qu'il nous rapproche, est probablement inhérente au terrorisme de la guerre civile. Kautsky s'élève contre cette institution et contre le terrorisme en général, mais il les approuve exercés par la Commune qui eut lieu il y a cinquante ans. Il en surgit une contradiction, mais fort heureusement la dialectique est là pour tourner la difficulté.

Kautsky nous explique que le décret de la Commune sur les otages (qui furent ensuite fusillés

en représailles des cruautés des Versaillais) fut adopté dans le but de conserver les vies humaines et non pas pour en supprimer.

Ceci est une découverte magnifique ! Elargissons seulement cette conception. Nous pouvons, et il est de notre devoir de déclarer que si nous exterminons des gardes blancs, c'est pour que ces derniers n'assassinent pas les ouvriers. Par conséquent, notre but à nous est également celui de conservation et non pas d'extermination. Mais puisqu'il faut lutter, armes en mains, afin de conserver les vies humaines, cette lutte se traduit fatalement par une extermination. L'énigme qui en surgit fut éclairée encore par le vieux Hegel, sans compter les compétences bien plus anciennes.

La Commune ne pouvait se maintenir et se fortifier que grâce à une lutte cruelle contre les Versaillais. Ces derniers avaient un nombre considérable d'agents à Paris même. Luttant contre les bandes de Thiers, elle ne pouvait pas ne pas exterminer les Versaillais sur le front et à l'arrière.

Si la domination de la Commune avait dépassé les limites de la Ville de Paris, elle aurait rencontré en province des ennemis encore plus acharnés parmi la population paisible. La Commune ne pouvait, dans sa lutte contre la royauté, accorder la liberté de parole aux agents royalistes à l'intérieur.

Malgré les événements mondiaux actuels, il ne paraît pas saisir ce qu'est une guerre en général et surtout ce qu'est une guerre civile. Il ne se rend pas compte que tout partisan de Thiers à Paris n'était pas seulement un adversaire de principe, mais surtout un agent et un espion, un ennemi farouche prêt à attaquer les Communistes dans le dos. Il est toujours indispensable de désarmer son adversaire si l'on veut en avoir raison ; pendant la guerre, cela signifie le détruire.

Le problème de la révolution, comme celui de la guerre, est de briser la volonté de l'adversaire, l'obliger à capituler et de lui faire accepter les conditions du vainqueur. La volonté est, certes, un facteur d'ordre psychique, mais la révolution ne tend pas à atteindre son but par des meetings, discussions publiques ou congrès. C'est par l'emploi des moyens matériels, quoique en moindre degré, que, pendant la guerre, elle veut triompher.

La bourgeoisie e-elle-même conquiert le pouvoir par des soulèvements et le consolida par des guerres civiles. En temps de paix, elle le maintient à l'aide d'un système varié de répressions. Tant qu'existe une société basée sur l'antagonisme de classes, aussi longtemps la répression reste le seul moyen de subjuguement de la volonté des classes opprimées. Si, par impossible, la dictature du prolétariat réussissait à s'établir dans un pays quelconque sous forme extérieurement démocratique, la guerre civile n'en serait pas écartée davantage. La question de domination, qui est une question de vie pour la bourgeoisie, ne pourra jamais être réglée par l'application de certains articles du Code de la Constitution, mais exclusivement par la violence sous toutes ses formes. Kautsky a beau rechercher les causes immédiates ou préhistoriques de la cruauté humaine, pour expliquer le caractère violent d'une révolution, il ne verra jamais dans l'histoire d'autres moyens que la violence pour briser la volonté de l'ennemi dans son esprit de classes.

Le degré de l'acharnement dans la lutte tient à plusieurs conditions d'ordres intérieur et extérieur. Plus acharnée et dangereuse est la résistance de la classe ennemie, plus rigoureuse est la répres-

sion qui s'ensuit, et cette répression se traduit inévitablement par la terreur.

Kautsky prend ici une toute autre position dans sa lutte contre le terrorisme soviétiste : il nie tout simplement l'acharnement de la résistance contre-révolutionnaire et il affirme qu'aucun acharnement ne se manifesta à Pétrograd ou à Moscou en 1917 et encore moins à Budapest (page 102).

D'après lui, le terrorisme révolutionnaire n'est autre chose qu'un déchaînement des instincts sanguinaires des masses bolchevistes.

La prise du pouvoir par les bolcheviks, en novembre 1917, s'accomplit avec des sacrifices insignifiants. La bourgeoisie russe se sentait tellement éloignée des masses populaires, tellement impuissante et compromise par l'issue de la guerre, elle se sentait, en outre, tellement démoralisée par le régime de Kerenski qu'elle n'a presque pas eu l'énergie de résister. Le pouvoir de Kerenski fut renversé à Pétrograd presque sans effusion de sang. A Moscou, la résistance fut plus dure, à cause d'une préparation insuffisante du plan d'opérations. Dans la plupart des villes de province, le pouvoir passait aux Soviets sur un simple télégramme de Pétrograd ou de Moscou. Si les choses en étaient restées là, il n'aurait même pas été question de terreur rouge. Mais, déjà en novembre 1917, la résistance des classes possédantes commença à se manifester. Il est exact qu'il fallut l'intervention des gouvernements impérialistes occidentaux pour que la contre-révolution eût confiance dans le succès et prêter une vigueur croissante à la résistance. Ceci peut être prouvé par des faits importants ou même insignifiants qui se produisirent journellement pendant toute l'époque de la révolution soviétique.

Le « Quartier Général » de Kerenski ne se sentait aucun appui dans les masses militaires ; il était prêt à reconnaître la république des Soviets qui engageait à ce moment des pourparlers avec les Allemands en vue d'un armistice. Mais les missions militaires de l'Entente protestèrent, menaçantes. Le quartier général, pris de peur et excité par des officiers alliés, décida la résistance aux ordres des Soviets. Ce fait provoqua un conflit armé et l'assassinat du général Doukonine, chef de l'état-major de campagne, par les matelots révolutionnaires.

A Pétrograd même, les agents officiels de l'Entente, d'accord avec les socialistes révolutionnaires et les mencheviks, organisèrent ouvertement la résistance dès le second jour du coup d'Etat. Ils mobilisèrent et armèrent les junkers et les jeunes gens de la bourgeoisie en général et les excitèrent contre le pouvoir nouvellement établi. Le soulèvement des junkers du 10 novembre fit cent fois plus de victimes que le coup d'Etat du 7 novembre. La marche aventureuse de Kerensky-Krasnov sur Pétrograd, provoquée par l'Entente, fut la première cause de l'acharnement dans la lutte. Néanmoins, le général Krasnov, capturé, fut libéré sur parole. L'émeute de Yaroslav, qui eut lieu en été 1918 et qui fit tant de victimes, fut organisée par Savinkov, à l'instigation et aux frais de l'ambassade française. Arkhangel fut occupé en exécution du plan conçu par les autorités militaires et maritimes de l'Angleterre, avec le concours des navires de guerre et avions anglais. C'est le corps tchéco-slovaque, payé par la France, qui contribua à la création de la dictature de Kolitchak, homme de paille de la haute finance américaine. Kaledine et le général Krasnov, libérés par nous sur parole, furent les premiers chefs de la contre-révolution du Don : ils ne purent obtenir des succès partiels que grâce à l'aide militaire et finan-

cière ouvertement accordée par l'Allemagne. En Ukraine, le pouvoir des Soviets fut renversé, en 1918, par le militarisme allemand. L'armée volontaire de Denikine fut créée avec le concours financier et technique de la France et de l'Angleterre, de même que l'armée de Youdenitch dut son existence au concours matériel de l'Angleterre.

Les politiciens, diplomates et journalistes des pays de l'Entente discutèrent ouvertement, durant les deux dernières années, la question des avantages de l'entretien de la guerre civile en Russie. Dans ces conditions, il faut être vraiment d'esprit obtus pour attribuer les causes du caractère sanglant de la guerre civile en Russie aux bolcheviks, au lieu d'en rendre responsable la situation internationale.

La prolétariat russe entra le premier dans la voie de la révolution sociale, et sa bourgeoisie, politiquement et économiquement impuissante, mais voyant dans tous les autres pays sa classe garder encore le pouvoir économique, politique et même militaire, n'osa pas se résigner au nouvel état de choses en Russie.

Si notre coup d'Etat du mois de novembre 1917 avait eu lieu quelques mois ou même quelques semaines après l'établissement de la dictature du prolétariat en Allemagne, en France et en Angleterre, cette révolution eût été certainement une des plus pacifiques, une des moins sanglantes que l'histoire ait jamais enregistrées. Mais cet enchaînement historique qui, à l'examen superficiel, eût paru le plus naturel et, en tout cas, le plus avantageux pour la classe ouvrière russe, n'eut pas lieu, et ceci non pas par notre faute, mais par celle des événements. Au lieu d'être le dernier, le prolétariat russe fut le premier, et c'est précisément cette circonstance qui, après un moment d'indécision, contribua à donner à la résistance des classes dominantes un caractère acharné. C'est encore cette circonstance qui obligea le prolétariat russe à avoir recours à la terreur contre elle pour parer aux dangers extrêmes de l'invasion étrangère, des conjurations et soulèvements à l'intérieur. A l'heure actuelle, personne ne pourrait nier l'efficacité de la terreur. Kautsky pourrait tout au plus la considérer comme « inadmissible ».

La classe ouvrière, après avoir conquis de haute lutte le pouvoir, eut pour devoir de le consolider, d'affermir sa domination, de supprimer toute velléité de coups d'Etat pour assurer ainsi les réformes sociales en vue desquelles la révolution fut accomplie. Autrement il eût été inutile de conquérir le pouvoir.

« Logiquement », la révolution n'implique pas la terreur, de même que « logiquement », elle n'implique pas une insurrection armée. Quelle banalité, vide de sens ! Mais la révolution exige de la classe révolutionnaire la prise de toutes les mesures pour le triomphe de la cause : entre autres le soulèvement armé ou le terrorisme, si c'est nécessaire. La classe révolutionnaire est obligée de supprimer, armes en main, toute tentative de lui arracher le pouvoir conquis. Elle opposera une armée à toute armée ennemie ; elle réprimera avec une extrême sévérité, toute conjuration armée. Kautsky connaît-il d'autres moyens pour la défense de la révolution ou réduit-il toute la question au degré de la répression et nous propose-t-il de remplacer la peine capitale par l'emprisonnement ?

La forme ou le degré de la répression ne peut aucunement être une question de « principe » : c'est une question d'utilité. Dans une époque révolutionnaire, le parti écarté du pouvoir, qui ne veut pas reconnaître le caractère de stabilité du nouveau régime et lutte désespérément contre lui, ce parti ne peut être mis à la raison par la crainte

de la peine de prison qui, selon lui, ne pourrait être que de courte durée. C'est par cette déduction, simple mais décisive, qu'on peut justifier les nombreuses exécutions pendant la guerre civile.

Kautsky veut peut-être dire que, généralement, l'exécution n'atteint pas le but désiré, parce qu'il est « impossible d'effrayer toute une classe ». Ceci ne serait pas exact.

La terreur n'est impuissante que lorsqu'elle est exercée par la réaction contre une classe à son avènement historique, surtout si cette réaction est déjà en période de décadence. Mais la terreur peut être très efficace si elle est employée contre la classe réactionnaire qui ne veut pas descendre de la scène. L'intimidation est un moyen important de la politique internationale ou intérieure. La guerre, tout comme la révolution, est basée sur l'intimidation. L'armée victorieuse ne détruit généralement qu'une infime partie de l'armée vaincue ; elle terrifie et brise la volonté de ceux qui subsistent. La révolution agit de la même façon : elle supprime des personnes isolées et en terrifie des milliers. Dans ce sens, la terreur rouge ne se distingue pas d'une insurrection armée, dont elle est la suite logique. Seuls ceux qui repoussent par principe toute violence — c'est-à-dire toute guerre et tout soulèvement — peuvent condamner « moralement » la terreur gouvernementale de la classe révolutionnaire ; des quakers hypocrites seuls soutiendraient pareilles thèses.

« Par quoi votre tactique, dans cette circonstance, se distingue-t-elle de celle employée par le tsarisme ? » nous demandent les prêtres du libéralisme et les disciples de Kautsky.

Ne le saisissez-vous pas, saints hommes ? Nous allons vous l'expliquer. La terreur du tsarisme était dirigée contre le prolétariat. La gendarmerie tsariste étouffait les ouvriers luttant pour le régime socialiste. Nos commissions extraordinaires, à nous, font fusiller des propriétaires de terres, des capitalistes, des généraux qui font tout pour la restauration du régime capitaliste. Saisissez-vous la différence ? Pour nous, communistes, elle suffit pour notre justification.

La liberté de la Presse

Il y a un point qui inquiète particulièrement Kautsky, auteur d'un grand nombre de livres et d'articles, c'est la question de la liberté de la presse. Peut-on, oui ou non, suspendre des journaux ?

En temps de guerre, tous les organes du gouvernement et de l'opinion publique se mettent directement ou indirectement au service du pouvoir pour la conduite des hostilités. Ceci concerne surtout la presse. Aucun gouvernement, engagé dans une guerre difficile, n'autoriserait l'existence sur son territoire d'éditions soutenant l'ennemi ouvertement ou secrètement. Ceci est encore plus vrai pour la guerre civile. La nature de cette dernière est telle que dans chaque camp en lutte il y a derrière les armées des masses considérables partisans de l'ennemi. Pendant la guerre, les agents et espions ennemis saisis à l'arrière des lignes de combat sont exécutés. Ceci n'est pas humain, mais personne, jusqu'à présent, n'a prétendu que la guerre en général et surtout la guerre civile était une école d'humanité.

Peut-on soutenir sérieusement que les éditions appuyant les gardes blancs de Denikine soient autorisées à paraître librement à Petrograd ou à Moscou ? Prétendre cela serait aussi ridicule qu'exiger la publication de secrets militaires.

« Une ville assiégée, écrivait le communard Ar-

thur Arnaud au sujet du siège de Paris, ne peut admettre que l'on manifeste le désir de la voir prise, que l'on appelle les combattants à la trahison, qu'on communique les mouvements de ses troupes à l'ennemi. Telle était la situation de la Commune à Paris. » Telle est aussi la situation de la République des Soviets durant les deux années de son existence. Voyons néanmoins ce que Kautsky dit à ce sujet :

« La justification de ce système (des répressions envers la presse) aboutirait à la croyance qu'il existe une vérité absolue (!) et que les communistes seuls la possèdent (!). Ce système, continue Kautsky, aboutirait à cette opinion que tous les écrivains sont des menteurs (!) et que seuls les écrivains communistes seraient des fanatiques de la vérité (!). En réalité, il y a des menteurs et des fanatiques dans tous les camps... »

C'est ainsi que Kautsky affirme que la révolution doit demeurer un champ de libre discussion littéraire afin de déterminer la vérité ; d'après lui, elle doit le demeurer même au moment où la révolution entre dans une phase aiguë et lorsqu'il s'agit d'une question de vie pour les classes en lutte. Quelle profondeur d'idées ! Notre vérité n'est certes pas absolue, mais puisque nous versons notre sang en son nom, nous ne pouvons ni ne devons discuter courtoisement sur la relativité de la vérité avec ceux qui nous « critiquent » en employant les armes de toute nature.

Notre but n'est pas non plus de punir des imposteurs ou d'encourager les justes de la presse de toutes tendances. Nous voulons étouffer le mensonge de classe de la bourgeoisie et assurer le triomphe de la vérité de classe du prolétariat, indépendamment de ce que, dans les deux camps, peuvent se trouver de fanatiques ou d'imposteurs.

Kautsky affirme que le pouvoir soviétique eut aboli le seul obstacle à la corruption en supprimant la liberté de la presse ; que seul le contrôle par la presse pouvait écarter tous les bandits et les aventuriers qui se cramponnent inévitablement au pouvoir illimité et sans contrôle (page 140).

La presse comme instrument efficace contre la corruption ! Cette recette libérale paraît singulièrement infantine lorsque nous la jugeons d'après les effets qu'elle produit dans les deux pays où la presse est la plus libre : aux États-Unis et en France ; c'est dans ces deux pays que la corruption capitaliste est plus florissante que dans n'importe quel autre État.

Se basant sur les racontars des déchets de la révolution russe, Kautsky imagine que sans la presse cadette et mencheviste, l'appareil soviétique périrait, corrompu par des bandits et des aventuriers. Telle était, en effet, l'opinion des mencheviks il y a un an environ ; eux-mêmes n'oseraient plus l'affirmer à l'heure actuelle. Le pouvoir soviétique aidé par le concours de l'élite du Parti Communiste et grâce à un contrôle minutieux, est venu à bout des bandits et des aventuriers qui avaient surnagé au moment du coup d'État, et ceci mieux que tout autre gouvernement dans n'importe quel autre pays.

Nous faisons la guerre. Nous luttons désespérément. La presse n'est pas un instrument de la société abstraction, mais de deux camps intransigeants, armés et en lutte. Nous supprimons la presse de la contre-révolution au même titre et pour les mêmes raisons que nous détruisons ses positions fortifiées, ses dépôts, ses voies de communication, ses services de renseignements... Nous nous privons, hélas ! des blâmes de la presse cadette et mencheviste relatant les corruptions de la classe ouvrière. Heureusement nous compen-

sons cette perte par la destruction de la corruption capitaliste.

Kautsky, développant son thème, va bien plus loin. Il nous accuse de supprimer la publication des journaux socialistes-révolutionnaires et menchevistes et de faire arrêter parfois les chefs de ces partis. Il ne s'agit pas ici de « nuances » dans le prolétariat ou dans le mouvement socialiste. Le pédant ne voit pas la signification des faits derrière les paroles courantes. Pour lui, les mencheviks et les socialistes révolutionnaires ne sont que des simples courants dans le socialisme, tandis qu'effectivement ils forment une organisation qui s'est allée ouvertement à la contre-révolution et qui est en lutte déclarée contre nous. L'armée de Koltchak fut créée par les socialistes révolutionnaires et soutenue par les mencheviks. Ces deux partis nous font la guerre sur le front nord. Le gouvernement du Caucase formé par les mencheviks, anciens alliés des Hohenzollern et actuellement alliés de Lloyd George, faisait arrêter et fusiller les bolcheviks comme faisaient les officiers allemands ou anglais. Ce sont les mencheviks et les socialistes révolutionnaires de la rade du Kouban, qui contribuèrent puissamment à la création de l'armée de Denikine. Des mencheviks esthoniens faisaient partie du gouvernement de Youdenitch et prenaient une part active aux opérations contre Petrograd. Vous voyez ce que sont ces simples « courants » du socialisme.

Kautsky considère que les bolcheviks, tout en étant ouvertement en état de guerre avec les mencheviks et les socialistes révolutionnaires qui lutent, avec l'aide de Koltchak, Denikine et Youdenitch, pour leur « courant » dans le socialisme, devraient laisser toute liberté à ces « nuances » de se manifester dans la presse de l'arrière. Si le conflit avec les mencheviks et les socialistes révolutionnaires, pouvait être réglé par voie de persuasion ou de discussion, c'est-à-dire si derrière eux ne se trouvaient pas les impérialistes russes et étrangers, la guerre civile n'aurait pas eu de raison d'être.

Il est vrai que Kautsky est prêt à condamner également le blocus et le concours de l'Entente à Denikine de même que la terreur blanche (ceci ne lui coûte que quelques gouttes d'encre). Mais, dans sa très haute impartialité, il ne peut refuser des circonstances atténuantes à ces derniers. La terreur blanche, voyez-vous, ne viole pas ses principes, tandis que les bolcheviks, exerçant la terreur rouge, se manifestent traîtres au principe de la « sacro-sainteté » de la vie humaine qu'ils ont eux-mêmes proclamé (page 137). Kautsky ne s'explique pas sur ce principe et sur sa distinction du commandement : « Tu ne tueras point ». Est-il autorisé à tuer un assassin, le couteau à la main, prêt à égorger un enfant ? Le principe de « sacro-sainteté de la vie » en serait-il violé ? Doit-on tuer un assassin pour sauver sa vie ? Le soulèvement des esclaves contre leurs agresseurs est-il admissible ? Peut-on conquérir la liberté en supprimant ses geôliers ? Si la vie humaine en général est sacrée et inviolable, non seulement le terrorisme ne devrait plus exister, mais la révolution même ne nous serait plus possible. Je crois que Kautsky ne se rend pas compte de la signification contre-révolutionnaire de ce principe, qu'il essaye de nous imposer. Nous verrons ailleurs qu'il nous reproche la paix de Brest-Litovsk ; d'après lui, nous aurions dû continuer la guerre.

Mais qu'en serait-il advenu du fameux principe ? La vie cesse-t-elle d'être sacrée lorsqu'il s'agit des personnes parlant des langues différentes et les assassinats en masses d'après des règles straté-

giques et tactiques ne sont-ils plus des assassins ? Il est difficile, en vérité, de proclamer à notre époque un principe plus hypocrite et plus stupide !

Tant que la force de l'ouvrier et, par conséquent, sa vie même, demeurent des objets de trafic et sont bonnes à être dilapidées, le principe de l'inviolabilité de la vie humaine n'est qu'un mensonge ignoble ayant pour but d'enchaîner plus fortement encore les esclaves.

Nous luttons contre la peine de mort introduite par Kerensky parce que cette peine était prononcée par des cours martiales de l'ancienne armée contre les soldats qui se refusaient de continuer la guerre impérialiste. Nous arrachâmes cette arme des mains des anciens tribunaux militaires et supprimâmes l'ancienne armée qui les avait créés. Exterminant dans l'armée rouge et dans le pays en général les conjurés tentant à restaurer l'ancien régime par des soulèvements, assassinats, tentatives de désorganisation de l'armée, nous agissions selon les dures lois de la guerre dont nous voulons être les vainqueurs.

Si nous voulions chercher des contradictions, nous en trouverions certainement du côté de la terreur blanche qui est un instrument de ces classes qui se considèrent comme chrétiennes, partisans de la philosophie idéaliste et qui sont fermement convaincues que la vie (surtout leur propre) est un but par elle-même. En ce qui nous concerne, les prêches genre cléricalo-Kautsky sur l'inviolabilité de la vie humaine ne nous préoccupent nullement. Nous étions révolutionnaires dans l'opposition, nous le demeurons arrivés au pouvoir. Afin de rendre la vie sacrée, il est nécessaire de détruire au préalable le régime social qui la crucifie. Et ce but ne peut être atteint que par le fer et par le feu.

Il y a encore une différence entre les terreurs rouge et blanche, que paraît ignorer Kautsky (moderne), mais qui a une importance énorme pour tout marxiste convaincu. La terreur blanche est un instrument de la classe historiquement réactionnaire. Au moment où nous indiquions l'inanité de la répression d'un gouvernement bourgeois contre le prolétariat, nous n'avons pas nié que les classes au pouvoir puissent retarder, dans certaines conditions, le développement de la révolution sociale, mais nous étions toujours sûrs qu'il était impossible de l'arrêter complètement. Nous nous basions sur le fait que le prolétariat était une classe à son avènement historique et que la société bourgeoise elle-même ne peut se développer sans qu'un surcroît de puissance du prolétariat ne s'ensuive. A l'époque actuelle, la bourgeoisie est une classe entrée en période de décadence. Non seulement elle ne joue pas le rôle principal dans la production, mais, tout au contraire, elle détruit, par ses méthodes impérialistes d'appropriation, la fortune mondiale et la culture humaine.

Mais la bourgeoisie, historiquement ancrée au pouvoir, ne veut pas quitter la scène et risque, par cela, d'entraîner toute l'humanité à l'abîme. La terreur rouge est un instrument employé contre une classe condamnée et qui ne veut pas périr. Si la terreur blanche ne peut que retarder l'avènement historique du prolétariat, la terreur rouge fait précipiter la chute de la bourgeoisie. L'accélération a une importance décisive à de certaines époques.

Sans la terreur rouge, la bourgeoisie nous eût étouffé encore pour longtemps, c'est-à-dire jusqu'au triomphe de la révolution dans l'Europe occidentale. Il faut être aveugle pour ne pas le voir ou de mauvaise foi pour le nier.

Tous ceux qui reconnaissent la valeur historique de l'existence du système soviétique doivent ap-

prouver la terreur rouge. Même Kautsky, qui avait écrit durant les deux dernières années d'innombrables articles contre le communisme et contre le terrorisme, est obligé, à la fin, de faire amende honorable en reconnaissant que le pouvoir soviétique russe est actuellement le facteur le plus important de la révolution mondiale. « Quelque opinion qu'on puisse avoir sur les méthodes bolchevistes, il faut reconnaître, écrit Kautsky, que si un gouvernement prolétaire est arrivé au pouvoir dans un pays important et s'y est maintenu depuis deux années, malgré des difficultés presque insurmontables, ce fait augmente singulièrement la confiance du prolétariat du monde entier dans sa force. Les bolcheviks ont par cela grandement contribué à la cause sacrée de la révolution » (page 153). Cette déclaration nous frappe comme quelque chose de complètement inattendu. C'est une reconnaissance inespérée, chez Kautsky, de la vérité historique. Les bolcheviks firent une grande œuvre en résistant, depuis deux ans, à la coalition capitaliste du monde entier, mais ils tinrent aussi par le fer et non seulement par l'idée. Cette reconnaissance de Kautsky est une approbation involontaire des méthodes bolchevistes et en même temps un blâme vigoureux à sa critique simpliste.

L'Influence de la Guerre

Kautsky voit une des causes du caractère sanglant de la lutte révolutionnaire dans l'influence de la cruauté de la guerre sur les mœurs. Ceci est indiscutable. Cette influence, avec toutes ses conséquences, pouvait être prévue à l'époque où Kautsky ne savait décider si l'on devait ou non voter les crédits de guerre.

« L'impérialisme — écrivions-nous il y a cinq ans environ dans notre livre : *Guerre et Impérialisme* — arrache violemment la société à son état d'équilibre instable. Il rompt les écluses par lesquelles les social-démocrates retenaient le courant de l'énergie du prolétariat et s'en sert dans ses buts d'hégémonie monstrueuse. Cette expérience historique, qui brise d'un seul coup l'Internationale ouvrière, contient un danger mortel pour la société bourgeoise elle-même. On enlève à l'ouvrier son outil, qu'on lui remplace par un sabre. L'ouvrier, jusqu'alors lié par le mécanisme du régime capitaliste, est arraché de son milieu et apprend à mettre les intérêts de la collectivité au-dessus de son bien-être personnel et même au-dessus de sa vie.

« L'ouvrier, muni d'armes qu'il a lui-même forgées, est mis dans une situation telle que c'est de lui seul que dépend le sort du gouvernement. Ceux qui, d'habitude, l'opprimaient et le méprisaient, le flattent et recherchent ses bonnes grâces. En même temps, l'ouvrier apprend le maniement du canon qui, d'après Lassalle, est la première force de toute Constitution. Il passe les frontières des Etats, participe aux réquisitions à main armée : sous ses coups, les villes tombent. Il s'ensuit des changements qui n'étaient pas encore connus de la dernière génération.

« Quoique les ouvriers sachent en théorie que la force est mère du droit, leur esprit n'en restait pas moins pénétré de l'idée de légalité bourgeoise ; voilà maintenant l'ouvrier qui apprend à le mépriser et à la détruire avec violence. Les moments statiques de la psychologie cèdent la place aux moments dynamiques. Les effets de l'artillerie lourde lui donnent l'idée que lorsqu'un obstacle ne peut être évité, il reste la possibilité de le supprimer. Presque toute la génération masculine passe par cette école terrible dans son réalisme social, et cette école crée une nouvelle espèce humaine.

« Au-dessus de toutes les normes de la société

bourgeoise avec son droit, sa morale, sa religion s'élève le poing de fer de la nécessité. « Le besoin ne connaît pas de lois », déclara le chancelier allemand le 4 août 1914. Les souverains s'accusent mutuellement, sur la place publique, de mensonges ; les gouvernements violent leurs engagements les plus solennels, et l'Eglise nationale met son Dieu au service du canon. N'est-il pas évident que ces circonstances conduisent inévitablement à des changements profonds dans la psychologie de la classe ouvrière, la guérissant radicalement de l'hypnose de la légalité créée par l'époque de stagnation politique ? Les classes possédantes s'en rendront bientôt compte à leur grande terreur.

« Le prolétariat ayant passé par l'école de la guerre s'élèvera au premier obstacle à l'intérieur ; il sentira le besoin d'employer le langage de la force. « La nécessité ne connaît pas de loi », proclamera-t-il à son tour à ceux qui essaieraient de l'arrêter par les lois du Code bourgeois, et la misère économique, conséquence de la guerre, poussera les masses à violer bien des lois » (pages 56-57).

Tout ceci est indiscutable. Mais il faut ajouter que la psychologie des classes dominantes subit une modification analogue sous l'influence de la guerre. Plus les masses seront devenues exigeantes, d'autant moins la bourgeoisie sera encline à céder.

En temps de paix, les capitalistes assurent leurs intérêts par l'exploitation pacifique du travail salarié ; en temps de guerre, ils les assurent par la destruction d'une quantité innombrable de vies humaines.

Ce fait ajoute à leur caractère un trait « napoléonien ». Pendant la guerre, les capitalistes apprennent à envoyer à la mort des millions d'esclaves de leur nationalité ou de leurs colonies, pour des profits sur les charbons, les chemins de fer, etc. La bourgeoisie fournit, pendant la guerre, des centaines de milliers d'officiers, guerriers professionnels trempés pour le combat et affranchis de toute retenue. La guerre finie, les officiers sont prêts à défendre les privilèges de la bourgeoisie avec un acharnement qui ne manque pas d'héroïsme en son genre. La révolution pourrait probablement être plus humaine si le prolétariat avait des moyens de se « racheter à cette bande », selon l'expression de Marx.

Mais le capitalisme met sur les épaules du travailleur un fardeau par trop lourd ; il compromet trop la production pour qu'on puisse parler sérieusement d'un pareil rachat qui amènerait la bourgeoisie à se résigner. Les masses ont perdu trop de sang, elles souffrent trop et deviennent trop intransigeantes pour qu'elles prennent un engagement que, d'ailleurs, elles ne sauraient tenir.

A ceci s'ajoutent encore d'autres conséquences agissant dans le même sens. La bourgeoisie des pays vaincus est meurtrie par la défaite et tend à en rendre responsables les masses ouvrières et paysannes qui furent incapables de mener la « grande guerre nationale » à la victoire finale. Très instructives par leur audace sont les déclarations de Ludendorff devant la Commission de l'Assemblée Nationale. Les bandes de Ludendorff veulent se venger de leur humiliation en répandant le sang du prolétariat allemand. Quant à la bourgeoisie des pays vainqueurs, elle est pleine d'outrecuidance et plus que jamais décidée à défendre sa situation sociale avec le concours du même appareil qui lui donna la victoire. Nous avons vu la bourgeoisie internationale se montrer incapable d'organiser le partage du butin sans guerre ni destruction.

Peut-elle vraiment renoncer au butin ? L'expé-

rience des cinq dernières années, ne nous laisse aucun doute à ce sujet. S'il était utopique auparavant de croire que l'expropriation des classes possédantes se ferait imperceptiblement et sans secousses, sans soulèvements, sans rencontres armées, sans tentative de contre-révolution et de répressions rigoureuses, il est, à l'heure actuelle, évident que la situation créée par la guerre impérialiste rend absolument nécessaires les rigueurs de la guerre civile et de la dictature du prolétariat.

L. TROTSKY.

LA COLLECTION ...

...du BULLETIN COMMUNISTE sera dans quelques mois introuvable. Il ne nous reste qu'un nombre d'exemplaires fort limité.

Les dernières collections sont en vente au prix normal : 50 centimes le numéro. (Nous sommes étrangers à la spéculation.)

Il est inutile de vanter l'intérêt et la valeur de cette collection unique d'écrits des grands hommes de la Révolution russe, des Révolutions d'Allemagne, d'Autriche et de Hongrie.

Que ceux qui veulent posséder la collection complète se hâtent. Envoi franco contre le montant adressé à notre administrateur. Vingt numéros : 10 francs.



Littérature Communiste

EN VENTE

dans toutes les Librairies socialistes et communistes

BOUKHARINE. — <i>Le Programme des Communistes</i>	1 25
ANTONIO COEN. — <i>La Vérité sur l'Affaire Soudou</i>	0 50
ALEXANDRA KOLLONTAI. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LENINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 25
LENINE. — <i>Les Problèmes du Pouvoir des Soviets</i>	0 50
A. RANSOME. — <i>Six semaines en Russie</i>	3 50
JACQUES SADOUL. — <i>Vive la République des Soviets</i>	0 40
JACQUES SADOUL. — <i>Notes sur la Révolution bolchevique</i>	7 50
BORIS SOUVARINE. — <i>La Troisième Internationale</i>	0 50
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i> ..	0 50
TROTSKY. — <i>L'Avènement du Bolchevisme</i>	4 "
*** <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
*** <i>Constitution de la République des Soviets</i>	0 30
*** <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
*** <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc</i>	1 25

Le Congrès Communiste International

THÈSES DU COMITÉ EXÉCUTIF

A. — Du rôle du Parti Communiste dans la Révolution prolétarienne

La première année de travail de l'Internationale Communiste se réduit principalement à l'agitation et à la propagande des idées communistes. Aujourd'hui, au seuil du deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, l'organisation internationale du prolétariat entre dans une phase nouvelle : pour l'Internationale Communiste commence l'époque *organisatrice et constructive*. Jusqu'à présent, il n'existait, en différents pays, que des courants communistes parmi le prolétariat. Actuellement, dans presque tous les pays, où il existe un mouvement ouvrier sérieux, nous avons non seulement des courants, mais des *organisations* et des *partis* communistes. Cette circonstance doit pousser le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste à prendre une position absolument claire et nette dans la question du rôle du Parti Communiste avant et après la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Parmi certains partisans du communisme (le courant « gauche » en Allemagne, les Travailleurs Industriels du Monde, I.W.W. en Amérique, certains groupes des syndicalistes révolutionnaires et des anarchistes) on remarque une appréciation insuffisante du rôle du *Parti Communiste comme tel*, et même une franche négation de la nécessité du Parti Communiste. Ce sera un motif de plus, pour le Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, de donner une réponse nette et exacte aux questions sus-indiquées.

*
**

1. Le Parti Communiste est une partie de la classe ouvrière, notamment sa partie la plus avancée, la plus consciente et, par conséquent, la plus révolutionnaire. Le Parti Communiste se crée par la sélection naturelle des ouvriers les meilleurs, les plus conscients, les plus dévoués, les plus prévoyants. Le Parti Communiste n'a pas d'intérêts qui diffèrent de ceux de la classe ouvrière. Le Parti Communiste se distingue parmi toute la masse ouvrière par ce qu'il parcourt en pensée tout le chemin historique de la classe ouvrière dans sa totalité et tâche, à tous les tournants de ce chemin, de défendre les intérêts non de groupes isolés, non de professions particulières, mais ceux de la classe ouvrière dans sa totalité. Le Parti Communiste est le levier d'organisation politique à l'aide duquel la partie la plus avancée de la classe ouvrière dirige sur le bon chemin toute la masse du prolétariat et du semi-prolétariat.

2. Tant que le pouvoir suprême n'est pas encore conquis par le prolétariat, tant que le prolétariat n'a pas consolidé, une fois pour toutes, sa domination et assuré la classe ouvrière contre une restauration bourgeoise, le Parti Communiste n'aura, en règle générale, dans ses rangs organisés que la minorité des travailleurs. Jusqu'à la prise du pouvoir et pour un temps de transition le Parti Communiste peut, si les circonstances le favorisent, jouir d'une influence *idéo-politique* sans partage sur toutes les couches prolétariennes et semi-prolétariennes de la population, mais ne peut les unir, d'une façon organisatrice, dans ses

rangs. C'est seulement lorsque la dictature prolétarienne aura privé la bourgeoisie de moyens d'influence aussi puissants que la presse, l'école, le Parlement, l'église, l'appareil administratif, etc., lorsque la défaite définitive du régime bourgeois sera manifeste pour tout le monde, — c'est alors seulement que dans les rangs du Parti Communiste entreront tous, ou presque tous les ouvriers.

3. Le concept de *parti* doit être distingué de la façon la plus stricte du concept de *classe*. Les membres des associations professionnelles ouvrières « chrétiennes » ou libérales d'Allemagne, d'Angleterre et d'autres pays, font incontestablement partie de la classe ouvrière. Les cercles plus ou moins grands d'ouvriers qui se trouvent encore derrière les Scheidemann, les Gompers et Cie font indubitablement partie de la classe ouvrière. Dans certaines conditions historiques, sont possibles, dans la classe ouvrière, de très nombreuses couches réactionnaires. La tâche du communisme n'est pas de s'adapter à ces parties arriérées de la classe ouvrière, mais d'élever toute la classe ouvrière jusqu'au niveau de son avant-garde communiste. La confusion faite entre ces deux concepts, celui de *parti* et celui de *classe* est capable de produire les plus grandes erreurs et le plus grand gâchis. Ainsi, par exemple, il est clair que, malgré les dispositions et les préjugés d'une certaine partie des masses ouvrières, pendant la guerre impérialiste, le parti ouvrier aurait dû se dresser coûte que coûte contre ces dispositions ou préjugés, en défendant les intérêts historiques du prolétariat, intérêts qui exigeaient, de la part du parti prolétarien, une déclaration de guerre à la guerre.

Ainsi, par exemple, au commencement de la guerre impérialiste, en 1914, les partis social-traitres de tous les pays, en appuyant chacun la bourgeoisie de « son » pays, affirmaient invariablement que telle était la volonté de la classe ouvrière. Mais ils oubliaient alors, que, même si cela était ainsi, la tâche du parti prolétarien, dans cet état de choses, était de lutter contre la disposition de la majorité des ouvriers et de défendre les intérêts historiques du prolétariat, indépendamment de toute autre considération.

Ainsi, au seuil du xx^e siècle, les mencheviks russes de cette époque (connus sous le nom « d'éc. conomistes ») rejetaient la lutte politique ouverte contre le tsarisme, pour cette raison que, d'après eux, la classe ouvrière, dans sa totalité, n'était pas encore mûre pour comprendre la lutte politique.

4. L'Internationale Communiste a la conviction inébranlable que la faillite des anciens partis « social-démocrates » de la 2^e Internationale ne saurait, en aucun cas, être considérée comme une faillite des partis prolétariens en général. L'époque de la lutte directe pour la dictature du prolétariat donne la vie à un *nouveau* parti prolétarien — le Parti Communiste.

5. L'Internationale Communiste rejette de la façon la plus catégorique la conception d'après laquelle le prolétariat peut accomplir sa révolution, sans posséder son parti politique indépendant.

Toute lutte de classe est une lutte politique. Le but de cette lutte, qui se transforme inévitablement en guerre civile, est la conquête du pouvoir politique. Cependant, le pouvoir politique ne peut être pris en mains, organisé et dirigé autrement que par tel ou tel parti politique. C'est seulement lorsque le prolétariat possède, en qualité de guide, un parti organisé et expérimenté, ayant des buts strictement définis et un programme, élaboré d'une façon concrète, de ses prochaines actions dans le domaine de la politique aussi bien intérieure qu'extérieure, — c'est alors que la conquête du pouvoir politique ne sera pas un épisode accidentel, mais servira de point de départ pour une longue construction communiste du prolétariat.

La même lutte de classe exige la réunion en un seul centre et une direction générale des formes variées du mouvement prolétarien (associations professionnelles, coopératives, comités d'usines, travail dans le domaine de la culture et de l'instruction, etc.). Un pareil centre unificateur et guide général ne saurait être qu'un parti politique. Le refus de le créer et de le consolider, ainsi que de se soumettre à lui signifie le refus de l'union et de la direction des détachements de bataille du prolétariat, agissant sur différentes arènes de la lutte. Enfin, la lutte de classe du prolétariat exige une agitation concentrée, éclairant les différentes étapes de la lutte d'un seul point de vue et concentrant l'attention du prolétariat, à chaque moment donné, sur des problèmes définis et communs à toute la classe.

Cette tâche ne peut être remplie sans un appareil politique centralisé, c'est-à-dire en dehors d'un parti politique. Par conséquent, la propagande des syndicalistes révolutionnaires et des Travailleurs Industriels du Monde (I.W.W.) contre la nécessité d'un parti ouvrier indépendant, en fait n'a aidé et n'aide que la bourgeoisie et les « social-démocrates » contre-révolutionnaires. Dans sa propagande contre le Parti Communiste, que les syndicalistes et les industrialistes voudraient remplacer uniquement par des associations professionnelles et par certaines Associations Ouvrières « Générales » n'ayant aucune forme, les syndicalistes et les industrialistes se rencontrent avec des opportunistes notoires : les mencheviks russes, après la défaite de la révolution de 1905, ont prêché, pendant plusieurs années, la consécration d'un soi-disant Congrès ouvrier qui devait remplacer le parti révolutionnaire de la classe ouvrière : les « labouristes » de toutes sortes, en Angleterre et en Amérique, poursuivant, en fait, une politique notoirement bourgeoise, prêchent aux ouvriers la création d'associations ouvrières sans forme, au lieu d'un parti politique. Les syndicalistes et industrialistes révolutionnaires veulent lutter contre la dictature de la bourgeoisie et ne savent pas comment s'y prendre. Ils ne voient pas que la classe ouvrière sans un parti politique indépendant n'est qu'un corps sans tête.

Le syndicalisme et l'industrialisme révolutionnaires ne représentent un pas en avant qu'en comparaison avec la vieille idéologie, qui sent le relent de la 2^e Internationale. Mais en comparaison avec le marxisme révolutionnaire, c'est-à-dire avec le communisme, le syndicalisme et l'industrialisme représentent un pas en arrière. La déclaration des communistes « de gauche » d'Allemagne (faite par eux dans l'exposition du programme de leur Congrès constitutif d'avril), qu'ils créent un parti, mais, « non un parti dans le sens ordinaire et traditionnel de ce mot » (*keine Partei im überlieferten Sinne*), est une capitulation modeste devant ces opinions du syndicalisme et de

l'industrialisme qui se présentent comme des opinions réactionnaires.

6. Les communistes soutiennent entièrement la création, à côté du Parti Communiste, des organisations les plus larges *en dehors des partis*. Les communistes considèrent comme leur tâche la plus importante un travail systématique, organisateur et instructeur, à l'intérieur de ces larges organisations ouvrières. Mais justement pour que ce travail soit fructueux, pour que ces larges organisations ouvrières ne soient pas dominées par les ennemis du prolétariat révolutionnaire, les ouvriers communistes avancés doivent toujours avoir leur propre Parti Communiste, indépendant et uni, agissant toujours d'une façon organisée et sachant défendre les intérêts communs du communisme à chaque tournant des événements et dans toutes les formes du mouvement.

7. Les communistes ne s'écartent nullement des organisations ouvrières des masses restant en dehors des partis, même quand elles portent le caractère manifestement réactionnaire des « cent noirs » (associations jaunes, chrétiennes, etc.). Mais le Parti Communiste mène continuellement, à l'intérieur de ces organisations, *son propre travail* et prouve inlassablement aux ouvriers que l'idée de la non adhésion au parti, comme principe, est cultivée sciemment parmi les ouvriers par la bourgeoisie et ses acolytes dans le but d'éloigner les prolétaires d'une lutte organisée par le socialisme.

8. L'ancienne division « classique » du mouvement ouvrier en trois formes (le parti, les associations professionnelles et les coopératives) a manifestement fait son temps. La révolution prolétarienne en Russie a mis en avant la forme fondamentale de la dictature ouvrière : *les Soviets*. Mais le travail dans les Soviets, aussi bien que dans les associations révolutionnaires de production, doit être dirigé invariablement et systématiquement par le parti du prolétariat, c'est-à-dire par le Parti Communiste. En sa qualité d'avant-garde organisée de la classe ouvrière, le Parti Communiste sert également les intérêts de la lutte économique, politique et culturelle de la classe ouvrière dans sa totalité. Le Parti Communiste doit être l'âme et des associations de production, et des Soviets des députés ouvriers, et de toutes les autres formes de l'organisation prolétarienne.

L'apparition des Soviets, comme forme principale, historiquement donnée, de la dictature du prolétariat n'a amoindri en rien le rôle directeur du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne. Lorsque les communistes de « gauche » allemands (v. l'appel de leur parti adressé au « prolétariat allemand » du 14 avril 1920, signé : « le Parti ouvrier communiste allemand ») déclarèrent que « le parti doit s'adapter toujours davantage à l'idée des Soviets et prendre le caractère prolétarien », — ce n'est qu'une expression confuse de l'idée que le Parti Communiste pourrait se résoudre en Soviets, que les Soviets pourraient remplacer le Parti Communiste.

Cette idée est profondément fautive et réactionnaire.

Dans l'histoire de la révolution russe nous avons vu toute une période où les Soviets marchaient contre le parti prolétarien et soutenaient la politique des agents de la bourgeoisie. Le même fait a été observé en Allemagne. La même chose est possible en d'autres pays.

Pour que les Soviets puissent remplir leur mission historique, il faut au contraire qu'il existe un Parti Communiste suffisamment fort pour ne pas « s'adapter » tout simplement, aux Soviets,

mais pour être en état d'agir d'une façon décisive sur leur politique, de les obliger eux-mêmes de renoncer à « l'adaptation » à la bourgeoisie et la social-démocratie blanche, d'apprendre à mener les Soviets par l'intermédiaire des fractions communistes de ces derniers, à la suite du Parti Communiste.

Celui qui propose au parti communiste de « s'adapter » aux Soviets, qui voit dans cette adaptation le renforcement du « caractère prolétarien » du parti, jette son pavé de l'ours et au parti, et aux Soviets, et il ne comprend ni le sens du parti, ni le sens des Soviets.

« L'idée des Soviets » vaincra d'autant plus vite que nous saurons créer, dans chaque pays, un Parti Communiste plus fort.

« L'idée des Soviets » est reconnue actuellement, en paroles, par beaucoup de socialistes « indépendants » et même de socialistes de droite. Il n'est possible d'empêcher ces éléments de défigurer l'idée des Soviets que si nous arrivons à créer un fort Parti Communiste, capable de fixer la politique des Soviets et de les diriger.

9. Le Parti Communiste est nécessaire à la classe ouvrière non seulement jusqu'à la conquête du pouvoir, et non seulement pendant la conquête du pouvoir, mais aussi après le passage du pouvoir aux mains de la classe ouvrière. L'histoire du Parti Communiste russe, détenant, pendant trois ans, le pouvoir dans un pays immense, démontre que le rôle du Parti Communiste après la prise du pouvoir par la classe ouvrière non seulement n'a pas diminué, mais, au contraire, a augmenté énormément.

10. Le lendemain, après la prise du pouvoir par le prolétariat, son parti reste néanmoins une partie de la classe ouvrière. Mais c'est justement cette partie de la classe ouvrière qui a organisé la victoire. Le Parti Communiste — pendant vingt ans, comme nous l'avons vu en Russie, ou pendant treize ans, comme nous le voyons en Allemagne — dans sa lutte non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre les « socialistes » qui se font propagateurs des influences bourgeoises sur le prolétariat, a attiré dans ses rangs les lutteurs les plus tenaces, les plus clairvoyants, les plus avancés de la classe ouvrière. C'est seulement en présence d'une organisation ainsi considérée de la meilleure partie de la classe ouvrière qu'il devient possible de vaincre toutes les difficultés qui se présentent devant la dictature ouvrière au lendemain de la victoire. L'organisation d'une nouvelle armée rouge prolétarienne, la suppression, en fait, de l'appareil d'état bourgeois et la création, à sa place, des commencements d'un nouvel appareil prolétarien, la lutte contre les tendances corporatives des groupes séparés d'ouvriers, la lutte contre le « patriotisme » local et régional, le percement des routes, dans le domaine de la construction d'une nouvelle discipline du travail, dans tous ces domaines le mot décisif appartient au Parti Communiste dont les membres mènent à leur suite, par leur exemple vivant, la majorité de la classe ouvrière.

11. La nécessité d'un parti politique du prolétariat ne disparaît qu'avec la disparition totale des classes. Sur le chemin qui mène à cette victoire définitive du Communisme, il est possible que le poids spécifique des trois organisations prolétariennes fondamentales de notre temps (le parti, les Soviets et les associations de production) variera et que, graduellement se sera cristallisée un type unique d'organisation ouvrière.

Mais le Parti Communiste ne se dissoudra entièrement dans la classe ouvrière que lorsque le Communisme aura cessé d'être l'objet d'une lutte, et lorsque toute la classe ouvrière sera devenue communiste.

12. Le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste doit non seulement confirmer la mission historique du Parti Communiste en général, mais aussi indiquer au prolétariat international, au moins dans les traits généraux, de quel Parti Communiste nous avons besoin.

13. L'Internationale Communiste pense que c'est surtout à l'époque de la dictature du prolétariat que le Parti Communiste doit avoir pour base un centralisme de fer prolétarien. Afin de pouvoir diriger avec succès la classe ouvrière dans la guerre civile actuelle, longue et opiniâtre, le Parti Communiste doit créer, à l'intérieur de ses rangs, un ordre militaire de fer. L'expérience du Parti Communiste Russe, qui dirige avec succès la guerre civile de la classe ouvrière depuis trois ans, a démontré que la victoire des ouvriers est impossible sans la discipline la plus sévère, sans un parfait centralisme et sans une confiance absolue des camarades de toutes les organisations du parti à l'égard du centre dirigeant du parti.

14. Le Parti Communiste doit être fondé sur les principes du *centralisme démocratique*. Le principe fondamental du centralisme démocratique est l'éligibilité de la cellule inférieure, le caractère obligatoire de toutes les directions de la cellule supérieure pour la cellule qui lui est subordonnée et l'existence dans le parti d'un centre puissant accepté sans contestation possible par tous les dirigeants de la vie du parti, entre les deux Congrès.

15. Toute une série de Partis Communistes de l'Europe et de l'Amérique est obligée de mener une existence illégale, grâce à l'état de siège introduit par la bourgeoisie contre les Communistes. Il ne faut pas oublier que, dans cet état de choses, on est quelquefois forcé de s'écarter d'une sévère application du principe de l'éligibilité et de laisser aux organes dirigeants du parti le droit de cooptation, comme cela a eu lieu, en son temps, en Russie. Vu l'état de siège de fait, le Parti Communiste non seulement se trouve dans l'impossibilité de recourir, pour chaque question sérieuse, à un referendum démocratique parmi tous les membres du parti (proposé par une partie des communistes américains), mais, au contraire, est obligé de donner à son centre dirigeant la possibilité de prendre, au moment nécessaire, des décisions valables pour tous les membres du parti.

16. La prédication d'une large « autonomie » pour les petites organisations locales du parti ne saurait, actuellement, qu'affaiblir les rangs du Parti Communiste, en baissant son activité et favoriser les tendances petites-bourgeoises, centrifuges et anarchistes.

17. Dans les pays où le pouvoir appartient encore à la bourgeoisie ou à la social-démocratie contre-révolutionnaire, les partis communistes doivent apprendre à allier, suivant un plan établi, le travail légal au travail illégal, de sorte que le travail légal se trouve toujours sous le contrôle de fait du parti illégal. Les fractions parlementaires des communistes, dans les administrations d'Etat aussi bien centrales que locales, doivent être soumises entièrement et absolument au Parti Communiste dans sa totalité, indépendamment de la question si le parti, dans sa totalité, représente, au moment donné, une organisation légale

ou illégale. Les députés qui, d'une manière ou d'une autre, refusent de se soumettre au parti, doivent être chassés des rangs des communistes.

La presse légale (journaux, publications) doit être soumise sans conditions et entièrement au parti, dans sa totalité, et à son Comité Central. Aucune concession sous ce rapport n'est admissible.

18. Le principe fondamental dans tout le travail organisateur du parti et des communistes doit être la création d'une *cellule communiste* partout où se trouve même un petit nombre de prolétaires et semi-prolétaires.

Dans chaque Conseil des députés ouvriers, dans chaque association professionnelle, dans chaque coopérative, dans n'importe quel atelier, dans chaque « Comité de maison », dans chaque administration d'Etat, partout où il se trouvera au moins trois personnes favorables au communisme, il faut organiser sans retard une cellule communiste. Ce n'est que l'esprit d'organisation des communistes qui permet à l'avant-garde de la classe ouvrière d'entraîner toute la classe ouvrière.

Toutes les cellules communistes travaillant dans les organisations qui se trouvent en dehors du parti, sont absolument soumises à l'organisation du parti dans sa totalité, indépendamment de la question si le parti travaille, au moment donné, légalement ou illégalement. Les cellules communistes de toute espèce doivent être subordonnées l'une à l'autre dans un ordre hiérarchique sévère, selon le système le plus exact possible.

19. Le Parti Communiste prend presque partout naissance comme un parti *urbain*, comme un parti d'ouvriers industriels habitant, principalement, dans les villes. Pour arriver à une victoire plus facile et plus rapide de la classe ouvrière, il est nécessaire que le Parti Communiste devienne un parti non seulement des villes, mais aussi des campagnes. Le Parti Communiste doit établir sa propagande et son organisation parmi les ouvriers agricoles, les cultivateurs, petits et moyens ; le Parti Communiste doit mettre un zèle particulier à l'organisation des cellules communistes dans les villages.

L'organisation internationale du prolétariat ne peut être forte que si dans tous les pays où habitent et luttent des communistes, s'affirme le point de vue exposé ci-dessus sur le rôle du Parti Communiste. L'Internationale Communiste invite à ses Congrès toute association professionnelle qui reconnaît les principes de la 3^e Internationale et qui est prête à rompre avec l'Internationale jaune. L'Internationale Communiste organisera auprès d'elle une section internationale des associations professionnelles rouges, restant sur le terrain du communisme. L'Internationale Communiste ne refusera pas la collaboration de toute organisation ouvrière se trouvant en dehors des partis, si elle exprime le désir de mener une lutte révolutionnaire sérieuse contre la bourgeoisie. Mais en même temps l'Internationale Communiste ne cessera pas d'indiquer aux prolétaires du monde entier, que :

1. Le Parti Communiste est l'instrument principal et fondamental de l'affranchissement de la classe ouvrière. Actuellement, doit exister, dans chaque pays, non seulement des groupes ou des courants, mais un *Parti Communiste*.

2. Il ne doit exister, dans chaque pays, qu'un seul Parti Communiste.

3. Le Parti Communiste doit être fondé sur le principe de la centralisation la plus sévère, et, à l'époque de guerre civile, il doit établir, à l'intérieur de ses rangs, une discipline militaire.

4. Partout où il y a une dizaine de prolétaires ou semi-prolétaires, le Parti Communiste doit avoir une cellule organisée.

5. Dans chaque organisation restant en dehors des partis doit exister une cellule communiste soumise de la façon la plus stricte à l'ensemble du Parti.

6. Tout en observant fermement et avec un entier dévouement le programme et la tactique révolutionnaire du communisme, le Parti Communiste doit être partout relié de la façon la plus étroite avec les larges organisations ouvrières et se tenir à l'écart du sectarisme dans la même mesure que du manque de principes.

B. — Les Partis Communistes et la question du Parlementarisme

1. Dans plusieurs pays de l'Europe Occidentale et de l'Amérique la question de la lutte parlementaire se présente comme l'une des questions les plus brûlantes de la tactique communiste. Le schisme dans le Parti Communiste allemand, la formation d'une fraction antiparlementaire dans le parti italien, la position du groupe communiste belge, les différends dans les rangs des communistes anglais : enfin, les relations avec les cercles révolutionnaires syndicalistes et les I. W. W., tout cela exige des directives nettes et définies de la part de l'Internationale Communiste.

I

2. Le parlementarisme comme système d'Etat est la forme « démocratique » de la domination de la bourgeoisie, ayant besoin, à un certain degré de son développement, de la fiction de la représentation populaire qui, vue de l'extérieur, constituerait une organisation de la volonté populaire indépendante des classes, mais qui est, dans son essence, une machine d'oppression et d'asservissement entre les mains du capital dominateur.

3. Le parlementarisme est une forme déterminée du régime d'Etat. Par conséquent, il ne saurait, dans aucune mesure, être une forme de société communiste qui ne connaît, elle, ni classes, ni lutte de classe, ni pouvoir d'Etat, quel qu'il soit.

4. Le parlementarisme ne peut être non plus

une forme d'administration d'Etat *prolétarienne*, dans la période de transition de la dictature de la bourgeoisie à la dictature du prolétariat. Au moment de la lutte de classe exaspérée, se transformant en guerre civile, le prolétariat est nécessairement obligé de construire sa propre organisation d'Etat, comme une organisation de *bataille*, à laquelle ne sont pas admis les représentants des classes qui ont été dominantes auparavant : toute fiction d'une « volonté de tout le peuple » est en ce moment franchement nuisible au prolétariat ; la division des pouvoirs parlementaires est inutile et nuisible au prolétariat ; la forme de la dictature prolétarienne est la République des Soviets.

5. Les Parlements bourgeois, qui représentent l'un des appareils importants de la machine d'Etat bourgeoise, ne sauraient être conquis, comme ne saurait être conquis par le prolétariat l'Etat bourgeois en général. La tâche du prolétariat est de faire sauter la machine d'Etat bourgeoise, de la démolir, elle et avec elle les institutions parlementaires, qu'elles soient républicaines ou monarchiques constitutionnelles.

6. Le même principe s'applique aussi aux institutions communales de la bourgeoisie, institutions qui, théoriquement, sont injustement opposées aux organes de l'Etat. En réalité, ce sont également des appareils du mécanisme d'Etat de la bour-

geoisie, qui doivent être supprimés par le prolétariat révolutionnaire et remplacés par des Soviets locaux des députés ouvriers.

7. Par conséquent, le communisme nie le parlementarisme comme une forme de l'avenir ; il nie comme la forme de la dictature de classe du prolétariat ; il nie la possibilité de conquérir les Parlements ; il a pour but la *démolition* du parlementarisme. *Donc, il ne peut s'agir ici que d'une exploitation des institutions d'Etat bourgeoises dans le but de les démolir.* Ce n'est que sur ce plan que la question peut être posée.

II

8. Toute lutte de classe est une lutte politique, car elle est, à la fin, la lutte pour le pouvoir. N'importe quelle grève, étendue sur tout le pays, commence à menacer l'Etat bourgeois et par cela même acquiert un caractère politique. Tâcher de renverser la bourgeoisie et de *démolir*, de n'importe quelle manière, son Etat, c'est mener une lutte politique. Créer son *appareil de classe* — un appareil d'administration et de répression de la bourgeoisie qui résiste, quel que soit d'ailleurs cet appareil — c'est conquérir le pouvoir politique.

9. Par conséquent, la question de la lutte politique ne s'épuise pas par la question des relations avec le parlementarisme. C'est une question générale de la lutte de classe du prolétariat, en tant que cette lutte cesse d'être insignifiante et partielle et devient la lutte pour le renversement du régime capitaliste.

10. La méthode fondamentale de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est-à-dire contre son pouvoir d'Etat, est avant tout la méthode des sorties en masses. Ces sorties en masses sont organisées et guidées par les organisations de classe du prolétariat, sous la direction générale d'un Parti Communiste uni, discipliné et centralisé. La guerre civile est une guerre. Dans cette guerre le prolétariat doit avoir son bon corps politique d'officiers, son bon état général politique, dirigeant toutes les opérations, dans tous les domaines de la lutte.

11. La lutte en masses représente tout un système de sorties se développant, s'exaspérant dans leur forme et amenant logiquement l'insurrection contre l'Etat capitaliste. Dans cette lutte de masses, se transformant en guerre civile, le parti dirigeant du prolétariat doit, en règle générale, conserver toutes ses positions légales de toutes sortes, en en faisant des points d'appui auxiliaires dans son travail révolutionnaire et en subordonnant ces positions au plan de la campagne principale, celle de la lutte en masses.

12. L'un de ces points d'appui auxiliaires est la tribune du Parlement bourgeois. On ne peut nullement opposer à la lutte de partisans la considération que c'est une institution d'Etat bourgeoise. Le Parti Communiste entre dans cette institution non pour y faire un travail organique, mais pour y faire sauter la machine d'Etat de la bourgeoisie et le Parlement lui-même, du dedans (par exemple, l'activité de Liebknecht, en Allemagne, des bolcheviks dans la Douma du tsar, dans la « Conférence Démocratique », dans le « pré-parlement » de Kerensky, enfin dans l'Assemblée Constituante, ainsi que dans les doumas municipales).

13. Ce travail dans les parlements, qui consiste surtout dans l'agitation révolutionnaire faite de la tribune parlementaire, en démasquant les ad-

versaires, en unissant les masses par la propagation d'une idée, etc., doit être entièrement soumis aux buts et aux problèmes de la lutte des masses extra-parlementaire.

14. Pour cela, les conditions suivantes sont nécessaires : 1. l'absence de toute « autonomie » pour les fractions parlementaires communistes et leur soumission, sans contestation possible au Comité Central du parti ; 2. un contrôle constant et les directions données de la part du Comité Exécutif ; 3. l'adaptation des sorties parlementaires aux sorties extra-parlementaires ; 4. une position révolutionnaire dans le parlement, c'est-à-dire l'absence de la crainte « par principe » de transgresser les cadres du règlement parlementaire ; 5. l'exécution par les Communistes, membres du parlement, d'une partie du travail extra-parlementaire, surtout en liaison avec les sorties en masses ; 6. la liaison constante avec le travail illégal et l'exploitation de l'immunité parlementaire, en tant que celle-ci existe, dans ces buts ; 7. le rappel ou l'exclusion du parti de tout membre de la fraction parlementaire qui aurait enfreint dans son travail parlementaire les directives du parti.

15. La campagne électorale même doit être menée non dans l'esprit d'une chasse au maximum de mandats parlementaires, mais dans l'esprit de la mobilisation révolutionnaire des masses autour des mots d'ordre de la révolution prolétarienne. La lutte électorale doit être menée par toute la masse des membres du parti, et non seulement par sa tête ; il est nécessaire d'être en parfait contact et d'exploiter toutes les sorties en masses (grèves, démonstrations, mouvements parmi les soldats et les marins, etc...) existant à un moment donné ; il est nécessaire d'entraîner dans le travail actif toutes les organisations de masses prolétariennes.

16. Autant que ces conditions sont remplies, le travail parlementaire se présente comme tout opposé à la sale politiciannerie qui est pratiquée par les partis social-démocrates de tous les pays, qui entrent au Parlement pour soutenir cette institution « démocratique », ou, dans le meilleur cas, pour la « conquérir ». Le Parti Communiste ne peut défendre que l'exploitation *révolutionnaire* du parlement, à la manière de Karl Liebknecht, de Höglund et des bolcheviks.

III

17. L'antiparlementarisme de principe, dans le sens d'un refus absolu et catégorique de prendre part aux élections et au travail révolutionnaire parlementaire apparaît ainsi comme une doctrine ne résistant pas à la critique, doctrine naïve et enfantine, qui a quelquefois pour fondement une répulsion saine à l'égard des parlementaires politiques, mais qui, en même temps, ne voit pas la possibilité d'un parlementarisme révolutionnaire. En outre, cette doctrine est souvent rattachée à une idée complètement fautive concernant le rôle du parti qui, dans ce cas, est considéré non comme une avant-garde de bataille centraliste des ouvriers, mais comme un système décentralisé des cellules révolutionnaires, mal reliées entre elles.

18. D'un autre côté, il ne s'ensuit nullement, de la reconnaissance du principe du travail au Parlement, une reconnaissance *absolue* de la nécessité des élections et de la participation aux séances parlementaires, quelles que soient les conditions. Ici tout dépend d'une série de conditions spécifiques. Une rencontre définie de ces conditions peut rendre nécessaire la sortie du parlement. Ainsi fi-

rent les bolcheviks quand ils sont sortis du préparlement, afin de le faire sauter, de l'affaiblir du premier coup et de lui opposer nettement le Soviet de Pétersbourg qui était à la veille de prendre la direction de l'insurrection ; ils agirent de même à l'Assemblée Constituante, le jour de sa dispersion, ayant transféré tout au II^e Congrès des Soviets. Dans d'autres circonstances le boycott des élections et l'assaut immédiat et violent donné à la clique parlementaire bourgeoise, peuvent devenir nécessaires ou bien la participation aux élections avec le boycott du parlement lui-même, etc.

19. Ainsi, tout en reconnaissant, comme une règle générale, la nécessité de la participation aux élections aussi bien aux parlements centraux qu'aux organes du *selfgovernment* local, et du travail dans ces institutions, le Parti Communiste doit résoudre la question d'une façon concrète, en partant de l'appréciation des particularités spécifiques du moment donné. Le boycott des élections ou du parlement, ainsi que la sortie de ce dernier sont en général admissibles lorsqu'existent les conditions nécessaires pour le passage immédiat à la lutte armée pour le pouvoir.

20. Du reste, il est nécessaire d'avoir toujours en vue le peu d'importance relatif de cette question. Si le centre de gravité se trouve dans la lutte *extra-parlementaire* pour le pouvoir dans l'Etat, il va sans dire que la question de la dictature prolétarienne et de la lutte *en masses* pour cette dernière domine nettement la question particulière concernant l'exploitation du parlementarisme.

21. Par conséquent, l'Internationale Communiste confirme de la façon la plus catégorique qu'elle considère comme un crime contre le mouvement ouvrier tout schisme, ou toute tentative de schisme à l'intérieur des Partis Communistes qui suivent cette ligne. Le congrès appelle tous les éléments se trouvant sur le terrain de la reconnaissance d'une lutte en masses pour la dictature prolétarienne, sous la direction du parti centralisé du prolétariat révolutionnaire, exerçant son influence dans toutes les organisations des masses de la classe ouvrière, à poursuivre l'union complète des éléments communistes, malgré les différends qui pourraient exister sur la question du parlementarisme.

Essais sur les questions Nationales et Coloniales

(Thèses pour le Congrès Communiste International)

1. Le propre de la démocratie bourgeoise d'après sa nature même, est de poser d'une façon abstraite ou formelle la question de l'égalité en général, et notamment de l'égalité nationale. Sous l'aspect de l'égalité de la personne humaine en général, la démocratie bourgeoise proclame l'égalité formelle ou juridique du propriétaire et du prolétaire, de l'exploiteur et de l'exploité, et plonge dans la plus grande duperie les classes opprimées. L'idée d'égalité, qui apparaît elle-même comme le reflet des rapports de la production matérielle, est transformée par la bourgeoisie en arme de lutte contre la suppression des classes, sous prétexte d'une soi-disant égalité absolue des personnes humaines. Or, exiger l'égalité n'a de sens réel que si l'on exige la suppression des classes.

2. Conformément à son but fondamental, qui est de lutter contre la démocratie bourgeoise et de démasquer son mensonge et son hypocrisie, le Parti Communiste, en tant qu'expression consciente de la lutte du prolétariat en vue de secouer le joug de la bourgeoisie, doit également, dans la question des nationalités, poser en tête de chapitre non des principes abstraits ou formels, mais

a) donner un tableau exact de la situation historique concrète et surtout économique ;

b) séparer nettement les intérêts des classes opprimées, travailleuses, exploitées, du concept général des intérêts du peuple dans son ensemble, qui ne sont autres que ceux de la classe dirigeante ;

c) diviser aussi soigneusement les nations opprimées, dépendantes et privées de l'égalité des droits des nations qui oppriment, exploitent et jouissent de droits égaux, et cela contrairement à la fiction de la démocratie bourgeoise qui dissimule l'asservissement colonial et financier (naturel) à l'époque du capitalisme et de l'impérialisme d'une majorité écrasante de la population terrestre par l'insignifiante minorité des pays capitalistes les plus riches et les plus avancés.

3. La guerre impérialiste de 1914-1918 a dévoilé avec une particulière netteté à toutes les nations et à toutes les classes opprimées du monde entier le mensonge des phrases de la démocratie bourgeoise. Elle a prouvé en fait que le traité de Versailles des fameuses « démocraties occidentales » est un attentat contre les nations faibles, plus brutal et plus lâche encore que le traité de Brest-Litovsk des junkers et du kaiser allemand.

La Ligue des Nations et toute la politique d'après guerre de l'Entente révèlent encore plus nettement cette vérité, et renforcent partout la lutte révolutionnaire, tant du prolétariat des pays avancés que de toutes les masses travailleuses des colonies et des pays opprimés. Elles hâtent le krach des illusions de la petite bourgeoisie sur la possibilité de la vie pacifique et de l'égalité des nations sous le régime capitaliste.

4. Des propositions fondamentales qui précèdent, il résulte qu'en tête de toute la politique de l'Internationale Communiste sur les

questions nationales et coloniales doit être formulé le rapprochement des prolétaires et des masses travailleuses de toutes les nations, en vue de mener en commun la lutte révolutionnaire contre les propriétaires et la bourgeoisie. Seul un tel rapprochement garantit la victoire sur le capitalisme, sans laquelle est impossible l'abolition du joug national et de l'inégalité des droits ;

5. La situation politique mondiale a mis actuellement à l'ordre du jour la dictature du prolétariat, et tous les événements de la politique mondiale se concentrent fatalement autour d'un seul point central : la lutte de la bourgeoisie mondiale contre la République russe des soviets, laquelle groupe inévitablement autour d'elle, d'une part, les mouvements soviétistes de l'élite ouvrière de tous les pays, d'autre part, tous les mouvements de libération des colonies et des nationalités opprimées, convaincus par une amère expérience qu'elles n'ont de salut que dans la victoire du pouvoir des soviets sur l'impérialisme mondial ;

6. En conséquence, on ne peut se contenter actuellement de reconnaître ou de proclamer le rapprochement des nations diverses, mais il est nécessaire de mener une politique de réalisation de l'union la plus étroite de tous les mouvements libérateurs nationaux et coloniaux avec la Russie soviétiste, et de définir les formes de cette union selon le degré de développement du mouvement communiste chez les prolétaires de chaque pays ou du mouvement libérateur de caractère démocratique bourgeois chez les ouvriers et les paysans des pays ou des nationalités arriérées ;

7. La Fédération apparaît comme une forme transitoire vers l'union totale des travailleurs des différentes nations. La Fédération a déjà révélé son efficacité dans la pratique, tant dans les rapports de la R. S. F. S. R. vis-à-vis des autres républiques soviétistes (Hongrie, Finlande et Lettonie dans le passé, et Azerbeïdjan et Ukraine actuellement), qu'au sein même de la R. S. F. S. R. vis-à-vis des nationalités qui n'avaient auparavant ni existence d'Etat ni autonomie (par exemple les Républiques autonomes des Bachirs et des Tatars, constituées en 1919 et 1920) ;

8. Le devoir de l'Internationale Communiste consiste à la fois à développer et aussi à étudier par l'expérience ces fédérations nouvelles qui naissent sans régime ni mouvement soviétiste. La Fédération étant considérée comme une forme transitoire vers l'union totale, il est nécessaire de tendre à une union fédérative de plus en plus étroite, en songeant : a) qu'il est impossible de défendre l'existence des républiques soviétistes qui sont entourées par des puissances impérialistes infiniment plus fortes au point de vue militaire, sans une alliance étroite avec les autres républiques soviétistes ; b) qu'il est nécessaire de créer une union économique étroite des républiques soviétistes, union sans laquelle on ne peut rétablir les forces productives détruites par l'impérialisme et

assurer le bien-être des travailleurs ; c) qu'il faut tendre à créer un régime économique mondial unique, réglé selon un plan général par le prolétariat de tous les pays, cette tendance s'étant d'ailleurs révélée nettement sous le régime capitaliste et devant incontestablement se développer et aboutir sous le régime socialiste ;

9. Dans le domaine des rapports intérieurs, la politique nationale de l'Internationale Communiste ne peut se borner à la reconnaissance simple, formelle, purement verbale et n'engageant à rien, de l'égalité des droits des nations, telle que la proclament les démocrates bourgeois (que ceux-ci se déclarent sincèrement tels, ou qu'ils se dissimulent sous l'épithète de socialistes, comme les socialistes de la 2^e Internationale). Ce n'est pas seulement par toute la propagande et les campagnes des partis communistes (tant au Parlement que hors du Parlement) qu'il faut démasquer sans cesse les violations constantes de l'égalité des nations et des garanties des droits des minorités nationales dans tous les Etats capitalistes, malgré leurs constitutions « démocratiques » ; il est également indispensable : a) d'exposer constamment que seul le régime soviétiste peut donner en fait l'égalité des droits aux nations, en groupant d'abord les prolétaires, puis toute la masse des travailleurs, pour la lutte contre la bourgeoisie ; b) il est nécessaire que tous les partis communistes aident directement les mouvements révolutionnaires chez les nations dépendantes ou privées de droits égaux (par exemple l'Irlande, les nègres d'Amérique, etc.) et dans les colonies.

Sans cette dernière condition particulièrement importante, la lutte contre l'oppression des nations dépendantes et des colonies, et la reconnaissance de leur droit à l'indépendance restent une enseigne menteuse, comme on le voit dans les partis de la 2^e Internationale.

10. La reconnaissance de l'internationalisme en paroles, et la substitution en fait, dans la propagande et sur le terrain pratique, du nationalisme et du pacifisme petit-bourgeois sont le fait ordinaire non seulement des partis de la 2^e Internationale, mais aussi de ceux qui sont sortis de cette Internationale, et parfois même de ceux qui se disent maintenant communistes. La lutte contre ce mal, contre ces préjugés nationaux les plus enracinés, apparaît de plus en plus au premier plan à mesure que devient plus actuel le problème de la transformation de la dictature du prolétariat de nationale (c'est-à-dire n'existant que dans un seul pays et ne pouvant régler la politique mondiale) en internationale (c'est-à-dire la dictature prolétarienne de quelques pays avancés au moins, capables d'exercer une influence décisive sur toute la politique mondiale).

Le nationalisme petit-bourgeois qualifie d'internationalisme la seule reconnaissance de l'égalité de droits des nations, et (sans parler du caractère purement verbal de cette reconnaissance), il maintient dans son intégrité l'égoïsme national, tandis que l'internationalisme prolétarien exige :

a) Que l'on subordonne les intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays aux intérêts de cette lutte dans le cadre mondial ;

b) Que la nation qui a obtenu la victoire sur la bourgeoisie se montre capable et désireuse de faire les plus gros sacrifices nationaux pour renverser le capitalisme international.

Ainsi donc, dans les pays tout à fait capitalistes, où existent des partis ouvriers qui sont effectivement l'avant-garde du prolétariat, la lutte contre les altérations opportunistes et pacifistes bourgeoises de l'idée et de la politique internationalistes apparaît comme le premier et le plus important des devoirs.

11. En ce qui concerne les pays et les nations plus arriérés, où prédomine la vie féodale ou patriarcale, ou à la fois patriarcale et paysanne, il faut envisager :

a) La nécessité pour tous les partis communistes de venir en aide au mouvement libérateur démocrate bourgeois dans ces pays ; en premier lieu, l'obligation de prêter l'assistance la plus active incombe aux ouvriers du pays dont dépend la nation arriérée soit comme colonie soit au point de vue financier ;

b) La nécessité de la lutte contre le clergé et tous les éléments réactionnaires et moyenâgeux qui conservent leur influence dans les pays arriérés ;

c) La nécessité de lutter contre le panislamisme et autres courants semblables qui tendent à associer le mouvement libérateur contre l'impérialisme européen et américain au renforcement des positions des khans, des propriétaires fonciers, des mullahs, etc. ;

d) La nécessité de soutenir spécialement le mouvement paysan dans les pays arriérés contre les pomiechtchiks, contre la grosse propriété foncière, contre toutes les pièces ou tous les vestiges du féodalisme, et de tâcher de donner à ce mouvement paysan le caractère le plus révolutionnaire, en réalisant l'union la plus étroite possible du prolétariat communiste de l'Europe occidentale avec le mouvement révolutionnaire des paysans en Orient, dans les colonies et dans les pays arriérés en général ;

e) La nécessité d'une lutte décisive contre la présentation des mouvements libérateurs de caractère démocrate bourgeois dans les pays arriérés sous les couleurs du communisme.

L'Internationale Communiste doit soutenir les mouvements nationaux de caractère démocrate bourgeois dans les colonies et les pays arriérés, seulement à la condition que les éléments des futurs partis prolétariens et qui ne sont communistes que de nom, soient groupés dans tous ces pays arriérés et aient pleine conscience de leur tâche particulière, qui est de lutter chez eux contre les mouvements démocrates bourgeois.

L'Internationale communiste doit conclure une alliance provisoire avec la démocratie bourgeoise des colonies et des pays arriérés, mais ne pas se fondre avec elle, et elle doit absolument maintenir, l'autonomie du mouvement prolétarien même sous sa forme la plus rudimentaire ;

f) La nécessité de dissiper et de démasquer, dans les larges masses des travailleurs de tous les pays, et surtout des pays arriérés, cette illusion que créent systématiquement les puissances impérialistes, en constituant des pays qui, sous l'apparence d'une indépendance politique sont en réalité sous leur complète dépendance au point de vue économique, financier et militaire. Dans l'état actuel du monde, il n'y a de salut pour les nations dépendantes et faibles que dans l'union des républiques soviétistes.

12. L'asservissement séculaire des colonies et des nations faibles aux puissances impérialistes a laissé chez les masses travailleuses des pays opprimés non seulement une irritation, mais aussi une méfiance à l'égard des nations qui les ont opprimées et même à l'égard du prolétariat de ces nations. La lâche trahison du socialisme par la majorité des leaders officiels de ce prolétariat en 1914-1919, quand sous prétexte de « défense de la patrie » les social-chauvins masquaient la défense du « droit » de « leur » bourgeoisie à asservir les colonies et à dépouiller les pays financièrement sous leur dépendance, cette trahison n'a pu que renforcer cette méfiance tout à fait légitime.

D'autre part, plus un pays est arriéré, plus importante est dans ce pays la petite production paysanne, la vie patriarcale et retirée, ce qui donne inévitablement une force et une persistance particulières aux plus profonds des préjugés petit-bourgeois : préjugés d'égoïsme, de particularisme national.

Etant donné que ces préjugés ne peuvent disparaître qu'après la disparition de l'impérialisme et du capitalisme dans les pays avancés, et qu'après un bouleversement radical de toute la base de la vie économique des pays arriérés, l'extinction de ces préjugés ne peut être que très lente.

De là découle pour le prolétariat communiste conscient de tous les pays l'obligation de se comporter avec une prudence et une attention toute particulières à l'égard des survivances de sentiments nationaux dans les pays et chez les nationalités qui ont subi la plus longue oppression. Et de même il est nécessaire de faire certaines concessions, en vue de faire disparaître plus rapidement la méfiance et les préjugés dont il a été question plus haut.

Sans un effort libre et volontaire vers l'union et l'alliance de la part du prolétariat, puis des masses travailleuses de tous les pays et de toutes les nations, il ne peut y avoir de victoire définitive sur le capitalisme.

N. LENINE.

L'Organisation Internationale de la Jeunesse

La guerre mondiale a été la cause de l'effondrement honteux de la seconde Internationale ; la majorité des partis socialistes ont cessé la lutte des classes qu'ils avaient jusqu'ici reconnue — sans doute seulement en paroles — et les fonds constitués dans le sang des ouvriers sont allés, non à la propagande de la révolution mais à celle de la guerre fratricide.

La plupart des militants de la seconde Internationale sont devenus les assassins des ouvriers et ce sont eux qui portent la responsabilité directe de la mort de millions d'hommes tombés dans la tuerie mondiale, la responsabilité directe de ce que la classe ouvrière du monde entier râle, étranglée par la faim et les privations, de ce que nos jeunes frères ouvriers de 18 à 20 ans sont tombés par centaines de mille sur les champs de bataille où sont à tout jamais malades et infirmes, n'ayant pas connu une heure de vie libre, indépendante. Et cependant ces « militants », ces hommes couverts de honte recommencent à émerger et tentent de rassembler de nouveau l'Internationale désagrégée des traîtres afin de continuer à vendre la classe ouvrière au capitalisme et d'éloigner et de trahir tout mouvement révolutionnaire du prolétariat. Tel est le but essentiel poursuivi par les laquais jaunes du capital réunis à Berne. Mais ils ne réussissent pas et ils ne réussiront jamais à l'atteindre. C'est la jeunesse ouvrière qui, la première, s'est détournée d'eux ; elle saura se venger des crimes commis contre elle. Quand les ouvriers abandonnés par les organisations, le parti et les unions professionnelles au caprice du hasard, furent envoyés par leurs leaders à la guerre, quand ceux-ci voulaient les crédits militaires et prêchaient la cessation de la lutte de classes, la jeunesse socialiste de tous les pays réclama des interventions énergiques et les organisa elle-même. Les organisations de la jeunesse s'assignèrent pour but principal l'éducation pour les organisations de parti et professionnelles de combattants conscients. Leurs yeux, non encore aveuglés par le chauvinisme et les tendances réformistes virent plus clairement que d'autres la lâche trahison de la classe ouvrière et ils ne purent demeurer spectateurs passifs de la terne existence dans laquelle végétait l'aile gauche du parti.

La jeunesse commença une agitation révolutionnaire très habile parmi les ouvriers et les soldats. Là où la réaction étouffait tout travail au grand jour, elle créa des organisations illégales, d'abord en Allemagne et en Autriche.

Je conserverai toujours dans ma mémoire le souvenir du 1^{er} mai 1916 à Berlin quand le grand chef et ami de la jeunesse ouvrière, Karl Liebknecht dirigea la manifestation de la jeunesse et souligna la nécessité de tourner les fusils contre les capitalistes allemands.

La première manifestation de la jeunesse à

une échelle internationale fut l'organisation de la « journée de la jeunesse » en 1916 ; ce jour-là furent proclamés les mots d'ordre « A bas le militarisme. Soldats, quittez les tranchées ! refusez l'obéissance à vos exploiters ! A bas les social-patriotes et les chauvinistes ! » Beaucoup de nos jeunes lutteurs furent ce jour-là arrêtés et fusillés — on n'économisa pas les cartouches — et même dans la Suisse *démocratique* le gouvernement appela des troupes pour réduire au silence à l'aide des mitrailleuses la jeunesse affamée.

Mais tous les efforts de la réaction furent impuissants à éteindre la flamme révolutionnaire dans le cœur de la jeunesse socialiste le mouvement se développa, prenant toujours de plus grandes proportions. Aux « journées de la jeunesse » internationale qui suivirent, on nota déjà la participation de centaines de milliers d'ouvriers de tous pays. Quand le camarade Münzenberg, secrétaire et leader de l'Internationale de la jeunesse, fut arrêté et expulsé par le gouvernement *démocratique* suisse toute la jeunesse d'Europe et d'Amérique se leva.

Personne ne salua avec autant d'enthousiasme et ne défendit aussi chaleureusement la révolution prolétarienne en Russie à dater de son début que la jeunesse prolétarienne, elle répandit infatigablement la littérature communiste, elle créa des soviets d'ouvriers et des organisations de soldats. Au cours de tout son travail, la jeunesse fut en butte à la calomnie infâme des social-patriotes qui tentèrent de l'écraser et de la placer sous le contrôle des leaders modérés et réformistes afin de la « préserver d'excès ». Cette dernière préention était inévitablement formulée chaque fois que la jeunesse, par dessus la tête des social-opportunistes, mettait en mouvement les masses.

Mais rien ne put effrayer notre jeunesse, beaucoup de nos meilleurs combattants, jeunes garçons et jeunes filles de 14 et de 15 ans ont péri dans des prisons ; beaucoup sont tombés sur les barricades en Italie ; des centaines ont été fusillés par les bourreaux Scheidemann et Noske en Allemagne et enfin beaucoup de jeunes lutteurs ont donné leur vie dans les rangs de l'Armée Rouge pour l'affranchissement de la Russie prolétarienne.

D'autres centaines de mille constituent dans tous les pays, l'avant-garde révolutionnaire dans la lutte pour le renversement de la bourgeoisie. C'est en rangs serrés que l'organisation internationale de la jeunesse se lève pour le combat mortel avec les traîtres de la classe ouvrière, avec l'Internationale jaune. De concert avec l'Internationale communiste, dont les chefs l'ont plus d'une fois soutenue dans ses durs combats, la jeunesse aidera le prolétariat à atteindre la victoire et le triomphe du communisme.

I. STEINEMAN.

Les Elections à l'Assemblée Constituante et la Dictature du Proletariat

Le recueil publié par les socialistes-révolutionnaires sous le titre : *L'Année de la révolution russe. 1917-1918* (Moscou, 1918, édition *Zemlia y Volia*) (1), contient un article remarquablement intéressant signé N. V. Sviatitzky. Il est intitulé : *le Résultat des élections à l'Assemblée Constituante*. L'auteur cite des chiffres pour 54 districts électoraux sur un nombre total de 79 districts.

Presque tous les gouvernements de la Russie d'Europe et de la Sibirie ont été étudiés par l'auteur excepté les suivants : Olonetz, Esthonie, Kalouga, Bessarabie, Podolie, Orenbourg, Yakoutsk et Don.

Nous citerons d'abord les totaux les plus importants publiés par N. V. Sviatitzky et nous en déduirons ensuite les conséquences politiques.

I

36.262.560 électeurs en tout ont voté au mois de novembre 1917. L'auteur donne le chiffre de 36.257.960 qui se répartit sur sept régions (plus l'armée et la flotte), mais le total des chiffres qu'il indique séparément donne exactement le nombre que je viens d'énoncer.

La répartition des voix entre les partis est la suivante : les socialistes-révolutionnaires russes ont obtenu 16,5 millions de voix et, si l'on y ajoute les socialistes-révolutionnaires des autres nations (Ukrainiens, Musulmans, etc.), 20,9 millions de voix, soit 58 % du total.

Les menchéviks ont obtenu 668.064 voix et si on leur ajoute les groupes analogues, socialistes-populistes (312.000), *Edinstvo* (*l'Unité*, 25.000), coopérateurs (51.000), social-démocrates ukrainiens (95.000), socialistes ukrainiens (507.000), socialistes

allemands (14.000) et finlandais (14.000), nous obtenons un total de 1,7 million.

Les bolchéviks ont obtenu 9.023.963 voix.

Les cadets en ont obtenu 1.856.639. En leur ajoutant l'*Union des propriétaires terriens et des agriculteurs* (215.000), les droitiers (292.000), les vieux croyants (73.000), les nationalistes : juifs (550.000), musulmans (576.000), bashkirs (195.000), lettons (67.000), polonais (155.000), cosaques (79.000), allemands (130.000), blancs-russiens (12.000), et les « listes de divers groupes et de diverses organisations » (418.000), on obtient pour le total des voix accordées aux partis bourgeois, le chiffre de 4,6 millions.

On sait que menchéviks et socialistes-révolutionnaires firent bloc de février à octobre 1917. D'ailleurs, le cours des événements, à cette époque et depuis, a démontré que ces deux partis représentent la démocratie petite-bourgeoise qui se qualifie à tort socialiste — comme tous les partis de la seconde Internationale.

En réunissant les trois groupements fondamentaux des partis, nous obtenons, pour les élections à l'Assemblée Constituante, les totaux suivants :

Parti prolétarien (bolchevik) ..	9,02 millions = 25 %
Partis de la démocratie petite-bourgeoise (menchevik, s.-r., etc.)	22,62 millions = 62 %
Partis des propriétaires et de la bourgeoisie (cadets, etc.)..	4,62 millions = 13 %

En tout..... 36,26 millions = 100 %

Reproduisons à présent les chiffres fournis par N. V. Sviatitzky pour chaque région :

NOMBRE DE VOIX (EN MILLE)

Régions (3) (l'armée séparément)	Soc.-rév. (russes) %	Bolchéviks %	Cadets %	En tout
du Nord	1.140, ⁰ 38	1.177, ² 40	393, ⁰ 13	2.975, ¹
des Centres Industriels.....	1.987, ⁹ 38	2.305, ⁴ 44	550, ² 10	5.242, ⁵
du Volga, Terres noires.....	4.733, ⁹ 70	1.115, ⁴ 16	267, ⁰ 4	6.764, ³
Occidentale	1.547, ¹ 43	1.282, ² 44	48, ¹ 2	2.961, ⁰
Orientale, Oural	1.547, ⁷ 43 (62 %) (1)	443, ⁰ 12	181, ³ 5	3.583, ⁵
Sibérienne	2.094, ⁸ 75	273, ⁰ 10	87, ⁵ 3	2.786, ⁷
Ukraine	1.878, ¹ 25 (77 %) (2)	754, ⁰ 10	277, ⁵ 4	7.581, ³
Armée et flotte.....	1.885, ¹ 43	1.671, ³ 38	51, ⁰ 1	4.363, ⁶

(1) Le chiffre entre parenthèses (62 %) est obtenu par Sviatitzky en ajoutant les voix des s.-r. musulmans et tchouvaches.

(2) Le chiffre entre parenthèses, (77 %), est trouvé par moi en ajoutant les s.-r. ukrainiens.

(3) L'auteur n'a pas exactement suivi l'habituelle division de la Russie en secteurs du Nord : Arkhangel, Vologda, Petrograd, Novgorod, Pskov, Lifflande ; — des Centres Industriels : Vladimir, Kostroma, Moscou, Nijni-Novgorod, Riazan, Toula, Tver, Yaroslavl ; — du

Volga et des Terres noires : Astrakhan, Voronège, Koursk, Orel, Penza, Samara, Saratov, Tambov ; — Occidentale : Vitelsk, Minsk, Mohilev, Smolensk ; — Orientale, Oural : Viatka, Kazan, Perm, Oufa ; — Sibérienne : Tobolsk, Tomsk, Altai, Ienisséï, Irkoutsk, Transbaikalie, Amour ; — d'Ukraine : Volhynie, Ekaterinoslav, Kiev, Poltava, Tauride, Kharkov, Kherson, Tchernigov (1).

(1) Note du traducteur : il s'agit partout ici non des villes, mais des gouvernements.

On voit d'après ces données régionales que les bolchéviks formaient pendant les élections à l'Assemblée Constituante le parti du Proletariat, tandis que les socialistes-révolutionnaires formaient celui des paysans. Dans les régions purement agricoles de la Grande Russie (Volga et Terres-

(1) *Terre et liberté*.

Noires, Sibirie, Orient-Oural) et en Ukraine les s.-r. réunissaient 62 % à 77 % des voix. Dans les centres industriels, les bolchéviks avaient sur eux la prédominance. Cette prédominance est amoindrie dans les chiffres régionaux cités par N. V. Sviatitzky, parce que les districts les plus industriels sont groupés chez lui avec des districts

peu ou pas industriels. Les chiffres fournis par Sviatitzky par gouvernements pour les partis s.-r., bolchéviks et cadets et pour « les autres groupes nationaux » démontrent, par exemple, que :

Dans la région du Nord la prédominance des bolchéviks paraît insignifiante : 40 % contre 38 %. Mais dans cette région se trouvent des districts non-industriels (gouvernements d'Arkhangel, de Vologda, de Novgorod, de Pskov) où les s.-r. prédominaient, et des districts industriels : Petrograd-ville — 45 % (du nombre des voix) bolchévik, 16 % s.-r. ; Petrograd-gouvernement 50 % bolchévik, — 26 % s.-r. ; Liflande 72 % bolchévik, — 0 s.-r.

Des gouvernements de la région industrielle centrale, celui de Moscou a donné 56% aux bolchéviks, 25 % aux s.-r. ; le rayon de la ville de Moscou 50 % bolchéviks et 8 % s.-r. ; le gouvernement de Tver 54 % bolchéviks, — 39 % s.-r. ; celui de Vladimir 56 % bolchéviks, — 32 % s.-r.

Notons en passant combien sont ridicules en présence de tels faits les reproches adressés aux bolchéviks de n'être soutenus que par une « minorité » prolétarienne. Or, ces allégations les menchéviks (668 mille voix et avec celles de Transcaucasie 700 ou 800 mille voix contre 9 millions aux bolchéviks) et les social-traitres de la 2^e Internationale ont coutume de les répéter.

II

Comment donc ce miracle, la victoire des bolchéviks — n'ayant obtenu que le quart du nombre total des voix — sur les démocrates petits-bourgeois alliés à la bourgeoisie et disposant avec elle des 3/4 des voix, a-t-il pu s'accomplir ?

Car il serait tout à fait ridicule de contester encore cette victoire après que la toute puissante Entente a, pendant deux années entières, fourni son aide à tous les ennemis du bolchévisme.

Mais le fait est, précisément, que la furieuse haine politique des vaincus — et tous les adhérents de la 2^e Internationale sont de ce nombre — ne leur a pas même permis de poser avec sérieux la question politique et historique du plus puissant intérêt, des causes de la victoire bolchévik. Le fait est, précisément, qu'il n'y a « miracle » que du point de vue de la vulgaire démocratie petite-bourgeoise dont la profonde ignorance et les préjugés se révèlent dans cette question et dans la réponse que l'on y fait.

Du point de vue de la lutte des classes et du socialisme, — de ce point de vue auquel la II^e Internationale a cessé de se placer — la question est incontestablement tranchée.

Les bolchéviks ont vaincu d'abord parce qu'ils avaient avec eux l'immense majorité du prolétariat et parmi le prolétariat l'élite la plus consciente, la plus énergique, la plus révolutionnaire, l'avant-garde véritable de la classe avancée.

Prenons les deux capitales, Pétrograd et Moscou. Au total 1.765,1 mille voix y ont été données à l'Assemblée Constituante. De ce nombre

les s.-r. en ont obtenu	218,0 mille
les bolchéviks en ont obtenu.	837,0 »
les cadets en ont obtenu	515,4 »

Les démocrates petits-bourgeois qui s'intitulent socialistes et social-démocrates (Tchernoff, Martoff, Kautsky, Longuet, Macdonald, et Cie) auront beau se frapper le front devant les idoles de l'« égalité », du « suffrage universel », de la « démocratie », de la « démocratie pure » ou de la « démocratie conséquente », le fait économique et politique de l'inégalité de la ville et de la campagne ne disparaîtra pas pour cela.

Ce fait est inévitable sous le régime capitaliste

en général et pendant la période de transition du capitalisme au communisme en particulier.

La ville ne peut pas être l'égal de la campagne. La campagne ne peut pas être l'égal de la ville dans les conditions historiques de notre époque. La ville entraîne inévitablement après elle la campagne. La campagne suit inévitablement la ville. Toute la question est de savoir quelle classe, parmi celles « de la ville » saura entraîner après elle la campagne, et quelles formes revêtira cette direction de la ville.

En novembre 1917 les bolchéviks avaient avec eux l'immense majorité du prolétariat. Le parti qui rivalisait avec eux, celui des menchéviks était à ce moment complètement défait (9 millions de voix contre 1,4 en additionnant les 668 m. de Russie et les 700 à 800 m. voix menchéviks de Transcaucasie).

D'ailleurs, ce parti avait été vaincu pendant une lutte de quinze ans (1903-1917), au cours de laquelle l'avant-garde du prolétariat s'était aguerrie, organisée, éclairée, lui forgeant une véritable avant-garde révolutionnaire. En outre, la première révolution, celle de 1905, avait préparé les développements ultérieurs et, pratiquement, les rapports mutuels des deux partis, faisant, par rapport aux événements de 1917-1919, une sorte de répétition générale.

Les démocrates petits-bourgeois qui s'intitulent « socialistes », dans la 2^e Internationale éludent volontiers la plus sérieuse des questions historiques en n'y répondant que par quelques douces phrases sur l'« unité » du prolétariat. Cette douce phraséologie leur fait oublier le fait historique de l'accumulation de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier de 1871 à 1914 ; elle leur fait oublier (ou ne pas vouloir y penser) les causes du krach de l'opportunisme en août 1914 et les causes de la scission du socialisme international en 1914-1917.

Sans une préparation sérieuse, variée et complète de la partie révolutionnaire du prolétariat à l'expulsion et à l'écrasement de l'opportunisme, il est absurde de penser à la dictature du prolétariat. Cette leçon de la révolution russe, il faudrait l'imprimer au visage des chefs de la social-démocratie « indépendante » d'Allemagne, du socialisme français, etc., qui voudraient maintenant se tirer d'affaire par une reconnaissance purement verbale de la dictature du prolétariat.

Voyons plus loin. Les bolchéviks n'avaient pas seulement avec eux la majorité du prolétariat, et l'avant-garde prolétarienne révolutionnaire, trempée dans une lutte longue et opiniâtre contre l'opportunisme. Ils avaient, si l'on peut employer ici un terme militaire, dans les capitales, de magnifiques « troupes d'assaut ».

Avoir au moment décisif et au lieu où l'action se décide une écrasante suprématie des forces, — cette loi régissant les succès militaires régit aussi les succès politiques, surtout pendant l'âpre guerre des classes qu'on appelle la révolution.

Les capitales ou, plus généralement, les grands centres du commerce et de l'industrie (en Russie, les capitales sont aussi des grands centres industriels et commerciaux, ce qui n'est pas nécessaire) décident dans une assez large mesure les destinées politiques du peuple, à condition, naturellement, de recevoir un appui suffisant des forces locales de la campagne, — appui qui peut n'être pas immédiat.

Dans les deux capitales, dans les deux centres industriels et commerciaux les plus importants de la Russie, les bolchéviks avaient une supériorité numérique écrasante. Nous avions ici presque quatre fois plus de voix que les s.-r. Nous étions

ici plus forts que les s.-r. et les cadets ensemble. Nos adversaires, en outre, étaient divisés car la coalition des cadets, des s.-r. et des menchéviks (à Petrograd et à Moscou les menchéviks n'obtinrent que 3 % des voix) était extrêmement compromise devant les masses. A ce moment, il ne pouvait être question d'aucune *union véritable* des s.-r. et des menchéviks avec les cadets, contre nous. Comme on sait, en novembre 1917, les leaders mêmes des s.-r. et des menchéviks, cent fois plus familiers avec l'idée du bloc cadet-s.-r.-menchévik que les ouvriers et les paysans de leur parti, pensaient à s'allier avec nous contre les cadets (et nous marchandèrent même leur appui).

C'est avec certitude que nous conquîmes en octobre et novembre 1917, les capitales, où nous avions une écrasante supériorité de forces et la meilleure préparation politique, tant au sens du recrutement, de la concentration, de l'instruction, de l'épreuve et de la trempe des « troupes » bolchéviks qu'au sens de la désagrégation, de la débilite, de la désunion, de la démoralisation de celle de l'ennemi.

Ayant ainsi la possibilité de nous emparer par une action décisive, à coup sûr, des deux capitales, des deux centres (sous les rapports économique et politique) de tout l'appareil de l'Etat capitaliste, nous pouvions malgré la résistance exaspérée de la bureaucratie et des « intellectuels », malgré leur sabotage, etc., prouver en fait au moyen de l'appareil gouvernemental central, aux masses laborieuses que le prolétariat est leur seul allié sûr, leur seul guide et ami.

III

Mais avant de passer à cette question de la plus haute importance — celle de l'attitude du prolétariat à l'égard des masses laborieuses non-prolétariennes — il convient de nous arrêter sur l'armée.

Pendant toute la durée de la guerre impérialiste, l'armée a concentré en elle toute la fleur des for-

ces populaires et si les chefs opportunistes de la 2^e Internationale (non seulement les social-chauvins, c'est-à-dire les Scheidemann-Renaudel passés complètement à la « défense nationale », mais aussi les « centristes ») confirmaient par leurs actes et leurs paroles la soumission de l'armée aux bandits impérialistes des groupes allemands et anglo-français, les vrais révolutionnaires prolétariens n'oubliaient pas ces paroles de Marx, prononcées en 1871 : « La bourgeoisie enseignera au prolétariat le maniement des armes ! » Les renégats austro-allemands et anglo-franco-russes du socialisme pouvaient seuls parler de défense nationale ! Quant aux révolutionnaires prolétariens, ils consacraient toute leur attention à faire de l'armée une force révolutionnaire, à la retourner contre les bandits de la bourgeoisie impérialiste, à transformer l'inique guerre de rapine entre deux groupes de rapaces impérialistes en une lutte juste et légitime des prolétaires et des travailleurs opprimés de chaque pays contre « leur » bourgeoisie « nationale ».

Les social-traitres se gardèrent bien de préparer de 1914 à 1917 l'emploi de l'armée contre les gouvernements impérialistes de chaque nation.

Les bolchéviks le préparaient, eux, par toute leur propagande, leur agitation, leur travail clandestin d'organisation depuis août 1914. Certes, les social-traitres, les Scheidemann et les Kautsky de toutes les nationalités ont pu prononcer à ce sujet bien des phrases sur la désagrégation de l'armée par suite de la propagande bolchévik ; mais nous demeurons fiers d'avoir accompli notre devoir en désagréant le plus puissant ennemi de notre classe, en lui arrachant de haute lutte les masses ouvrières et paysannes armées pour les diriger vers la lutte contre les exploités.

Les résultats de notre travail se sont fait sentir, entre autres, aux élections à l'Assemblée Constituante, en novembre 1917, pendant lesquelles l'armée participa au scrutin.

Voici les principaux résultats de ce scrutin, tels que les cite N. V. Sviatitzky :

NOMBRE DE VOIX (EN MILLE)

Subdivisions de l'armée et de la flotte	s.-r.	Bolchéviks	Cadets	Groupes nationaux et autres	Total
Front nord	240, ⁰	480, ⁰	?	60, ⁰ (2)	780, ⁰
— occidental	180, ⁰	653, ¹	16, ⁷	125, ²	976, ⁰
— sud-ouest	402, ⁹	300, ¹	13, ⁷	290, ⁶	1.007, ⁴
— roumain	679, ⁴	167, ⁰	21, ⁴	260, ⁷	1.128, ⁶
— du Caucase	360, ⁰	60, ⁰	?	—	420, ⁰
Flotte de la mer Baltique.....	—	(120, ⁰ (1))	—	—	(120, ⁰ (1))
Flotte de la mer Noire.....	22, ³	10, ⁸	—	19, ⁵	52, ⁵
Total.....	1.885, ¹	1.671, ³	51, ⁸	756, ⁰	4.364, ⁵
		+ (120, ⁰ (1))	+ ?		+ (120, ⁰ (1))
		1.791, ³			+ ?

(1) Chiffre approximatif : 2 bolchéviks sont élus.—N. V. Sviatitzky adopte la moyenne de 60.000 voix par député, ce qui me fait indiquer ce nombre : 120.000.

(2) Les renseignements sur le parti qui obtint 19,5 voix

de la flotte de la mer Noire, font défaut. Les autres chiffres de cette colonne semblent se rapporter presque en entier aux socialistes ukrainiens, 10 d'entre eux ayant été élus en compagnie d'un menchévik.

Le total donne aux s.-r. 1.885 (mille) voix ; aux bolchéviks 1.671,3 m. Si l'on ajoute à ce dernier chiffre les 120.000 voix (environ) de la flotte de la mer Noire, on obtient 1.791,3 m. voix.

Les bolchéviks ont donc obtenu un nombre de voix un peu moindre que les s.-r.

L'armée était donc en octobre-novembre 1917, presque à moitié acquise aux bolchéviks.

Sans quoi nous n'eussions pas vaincu.

Mais, ayant presque la moitié des voix dans l'armée en général, nous avions une supériorité décisive sur les fronts rapprochés des capitales ou pas trop distants. Si l'on déduit du total les chiffres du front du Caucase, les bolchéviks obtiennent plus de voix que les s.-r. Et si l'on considère le front du Nord et le front occidental, les

bolcheviks ont plus d'un million de voix contre 420 mille aux s.-r.

Les bolchéviks avaient donc vers novembre 1917, dans l'armée aussi, une « colonne d'assaut » politique qui leur assurait, au point décisif, à l'instant décisif une supériorité écrasante. Il ne pouvait être question d'aucune résistance de l'armée à la révolution prolétarienne d'octobre, à la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, puisqu'au front nord et au front occidental nous avions une énorme majorité, et sur tous les autres fronts, éloignés des centres, le temps et la possibilité de conquérir sur les s.-r. la masse paysanne — ce dont nous parlerons plus loin.

IV

Nous avons étudié, en nous basant sur les données fournies par les élections à l'Assemblée Constituante trois conditions de victoire du bolchévisme : 1) l'écrasante majorité bolchévik au sein du prolétariat ; 2) la moitié environ de l'armée acquise au bolchévisme ; 3) la certitude d'avoir au point décisif, à l'instant décisif — c'est-à-dire dans les capitales et aux fronts rapprochés des centres — une supériorité écrasante.

Mais ces conditions n'eussent pu nous donner qu'une victoire précaire et momentanée, si les bolchéviks n'avaient pas su mettre de leur côté la majorité des masses laborieuses non prolétariennes, s'ils n'avaient pas su les conquérir sur les s.-r. et sur les autres partis petits-bourgeois.

C'est là l'essentiel.

Et la raison principale de l'incapacité des « socialistes » (lisez : des démocrates petits-bourgeois) de la 2^e Internationale de comprendre la dictature prolétarienne, c'est précisément qu'ils ne comprennent pas que

le pouvoir politique peut et doit devenir entre les mains d'une classe — du prolétariat — le moyen d'attirer de son côté les masses laborieuses non-prolétariennes, le moyen de conquérir ces masses sur la bourgeoisie et sur les partis petits-bourgeois.

Bourrés de préjugés petits-bourgeois, ayant oublié l'essentiel de l'enseignement de Marx sur l'Etat, MM. les « socialistes » de la 2^e Internationale considèrent le pouvoir gouvernemental comme un objet tabou — l'idole du suffrage formel — équivalent à l'absolu « de la démocratie consécutive » (comme on appelle ces sortes de balivernes). Ils ne voient pas que le pouvoir n'est qu'une arme dont différentes classes peuvent et doivent se servir (et savoir se servir) selon leurs intérêts de classe.

La bourgeoisie s'est servie du pouvoir gouvernemental comme d'une arme de la classe capitaliste dirigée contre tous les travailleurs. Il en fut ainsi dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques. Les renégats du marxisme l'ont seuls oublié.

Le prolétariat doit (ayant organisé pour cela suffisamment de « troupes d'assaut » politiques et militaires) renverser la bourgeoisie et lui arracher le pouvoir politique pour mettre cette arme au service de ses buts de classe.

Et quels sont les buts de classe du prolétariat ?

Ecraser la résistance de la bourgeoisie ;

« Neutraliser » la classe paysanne, et, dans la mesure du possible, l'attirer à soi (et en tout cas, attirer à soi sa majorité laborieuse) ;

Organiser la grande industrie dans les fabriques expropriées à la bourgeoisie, et, d'une façon générale, en se servant de tous les moyens de production ;

Organiser le socialisme sur les ruines du capitalisme.

MM. les opportunistes — et avec eux les gens de l'acadit de Kautsky — « enseignent » au peuple, tout au contraire de l'enseignement de Marx, que le prolétariat doit d'abord conquérir — au moyen du suffrage universel — la majorité, recevoir ensuite, en se fondant sur les votes de la majorité, le pouvoir politique, et établir alors sur cette base de démocratie conséquente (d'aucuns disent « pure ») le socialisme.

Quant à nous, nous disons en nous basant sur l'enseignement de K. Marx et sur l'expérience de la révolution russe :

Le prolétariat doit d'abord renverser la bourgeoisie et conquérir le pouvoir politique ; ce pouvoir politique, c'est-à-dire la dictature prolétarienne, il doit ensuite s'en servir comme d'un moyen pour s'attirer la sympathie de la majorité des travailleurs.

De quelle façon le pouvoir gouvernemental peut-il devenir entre les mains du prolétariat un moyen d'affermir — par la lutte des classes — son influence sur les masses laborieuses, afin de les attirer à soi, afin de les arracher à la bourgeoisie ?

Le prolétariat atteint son but non en mettant en action l'ancien mécanisme gouvernemental, mais en le brisant, en n'en laissant pas pierre sur pierre (quelles que soient les jérémiades des petits-bourgeois épouvantés et les menaces des saboteurs) et en créant un nouvel appareil. Ce nouvel appareil gouvernemental est adapté à la dictature du prolétariat et à la lutte qu'il doit soutenir contre la bourgeoisie pour l'influence sur les masses prolétariennes. Ce nouvel appareil n'a pas été imaginé par qui que ce soit : il est produit par la lutte des classes, par son élargissement et son approfondissement. Ce nouveau mécanisme de gouvernement, ce nouveau type de pouvoir politique (1), c'est le pouvoir des Soviets.

Le prolétariat russe, avant conquis le pouvoir politique, proclama aussitôt — après quelques heures — la dissolution de tout l'ancien appareil de l'Etat (adapté par les siècles, comme l'a démontré Marx, à servir, même dans les républiques les plus démocratiques, les intérêts de la bourgeoisie) et transmit tout le pouvoir aux Soviets.

En second lieu, le prolétariat peut et doit tout de suite conquérir sur la bourgeoisie et sur la petite-bourgeoisie démocratique leurs masses, c'est-à-dire les masses qui les suivent, les conquérir en satisfaisant révolutionnairement leurs besoins économiques essentiels au prix de l'expropriation des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie.

Cela, quelle que soit la puissance du pouvoir gouvernemental dont elle dispose, la bourgeoisie ne peut le faire.

Le prolétariat, dès le lendemain de la prise du pouvoir, peut le faire, possédant l'appareil nécessaire (les soviets) et les moyens économiques (l'expropriation de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers).

C'est précisément de cette façon que le prolétariat russe a conquis la classe paysanne, et l'a conquise littéralement en quelques heures, après s'être emparé du pouvoir politique. Car, quelques heures après sa victoire sur la bourgeoisie, le prolétariat vainqueur, à Petrograd, publia le « dé-

(1) Note du traducteur. Nous avons quelquefois employé l'expression consacrée en terminologie marxiste française de pouvoir politique là où il eût été plus littéral de traduire pouvoir gouvernemental. C'est ici le cas.

cret sur les terres », décret qui *satisfaisait* immédiatement, en bloc, avec une rapidité, une énergie, une résolution toute révolutionnaire, tous les besoins essentiels de la *majorité* des paysans, en expropriant totalement et sans indemnité les propriétaires fonciers.

Pour prouver aux paysans que les prolétaires, loin de les vouloir gouverner veulent les aider en amis, les bolchéviks victorieux n'introduisirent dans le décret sur les terres pas un mot qui leur fût propre, se bornant à le copier mot à mot des cahiers de revendications des paysans (les plus révolutionnaires) publiés par les *socialistes-révolutionnaires* dans leurs journaux.

Les s.-r. en furent indignés, dépités, exaspérés; ils crièrent que les bolchéviks leur avaient « dérobé leur programme » — mais ils ne faisaient que prêter à rire : il est beau le parti qu'il faut vaincre et chasser du gouvernement pour réaliser tout ce qu'il y a de révolutionnaire, tout ce qu'il y a d'utile pour les travailleurs dans son programme ! Cette dialectique, les représentants de la 2^e Internationale n'ont jamais pu la comprendre : le prolétariat peut vaincre sans avoir conquis la majorité de la population. Mais limiter ou conditionner cette conquête à l'acquisition électorale, *sous la domination bourgeoise*, témoigne ou d'une inguérissable indigence intellectuelle ou tout bonnement, du désir de tromper les travailleurs. Pour mettre de son côté la majorité de la population le prolétariat doit, tout d'abord, renverser la bourgeoisie et s'emparer du pouvoir gouvernemental, introduire ensuite le système des Soviets, après avoir brisé l'ancien appareil de l'Etat, — ce qui anéantit instantanément la domination, l'autorité de la bourgeoisie et des petits-bourgeois conciliateurs sur les masses laborieuses non-prolétariennes. Il doit enfin, en troisième lieu, *achever* de détruire l'influence de la bourgeoisie et des conciliateurs petits-bourgeois sur la *majorité* des masses laborieuses non prolétariennes en réalisant *révolutionnairement* leurs desiderata économiques, aux dépens des exploités.

La possibilité de ces faits est naturellement conditionnée par un certain degré d'évolution capitaliste. Sans cette condition fondamentale il ne peut y avoir ni formation du prolétariat en une classe distincte, ni succès de sa longue préparation, de son éducation, de son aguerrissement par des années de grèves, de manifestations, de lutte contre les opportunistes chassés et déshonorés. Sans cette condition fondamentale on ne peut concevoir le rôle économique et politique des centres, dont la conquête équivaut pour le prolétariat à celle de tout le pouvoir politique, ou plus exactement de son nœud vital, de son nerf essentiel. Sans cette condition fondamentale, cette proximité, cette parenté de situation du prolétariat et des classes laborieuses non prolétariennes qui est indispensable à l'influence du prolétariat sur ces masses, un succès de son action à leur égard, ne peut exister.

V

Voyons plus loin.

Le prolétariat peut conquérir le pouvoir politique, réaliser l'organisation sociale des Soviets, satisfaisante, en économie, l'ensemble des travailleurs au détriment des exploités.

Est-ce suffisant pour que sa victoire soit complète et définitive ?

Non.

Seules les illusions des petits bourgeois démocrates, des « socialistes » et des social-démocrates de même que de leurs leaders actuels les plus

marquants, peuvent faire croire qu'en régime capitaliste les masses laborieuses peuvent atteindre un degré de conscience assez élevé, une fermeté de caractère, une perspicacité, une largeur de vues politiques suffisante pour avoir la possibilité de décider *par le seul vote*, ou, d'une façon générale, pour *décider* de quelque manière que ce soit, sans une longue expérience de lutte, de suivre telle classe, tel parti défini.

Illusion ! Fable douce et plaisante des pédants et des socialistes mielleux du genre des Kautsky, des Louguet, des Macdonald.

Le capitalisme ne serait pas le capitalisme s'il ne condamnait d'une part les masses à un état d'abrutissement, d'intimidation, d'éparpillement (voyez la campagne I), d'ignorance, — et si d'autre part, il ne mettait à la disposition de la bourgeoisie un gigantesque appareil de mensonge et de duperie, pour tromper et abrutir les masses ouvrières et paysannes.

C'est pourquoi le prolétariat seul peut conduire les travailleurs du capitalisme au communisme. Que les masses laborieuses petites-bourgeoises ou à demi petites-bourgeoises puissent résoudre à l'avance le plus grave des problèmes historiques « être avec la classe ouvrière ou avec la bourgeoisie », il n'y faut pas penser. Les *hésitations* des masses laborieuses non prolétariennes sont inévitables ; il est inévitable aussi qu'elles aient besoin de leur propre *expérience pratique* afin de comparer le gouvernement de la bourgeoisie et celui du prolétariat.

Les adorateurs de la « démocratie conséquente » qui s'imaginent que les questions politiques les plus importantes peuvent être tranchées par des votes perdent constamment cette circonstance de vue. En fait, ces questions, si la lutte les rend très aiguës et très âpres, sont tranchées par la *guerre civile* et dans cette guerre civile, *l'expérience* des masses laborieuses non prolétariennes (celle des paysans en premier lieu) joue un rôle énorme : elles ont à comparer le pouvoir du prolétariat et celui de la bourgeoisie.

En Russie les élections à l'Assemblée Constituante en novembre 1917 sont, comparées à cet égard avec une guerre civile de deux ans, tout à fait édifiantes.

Voyez plutôt dans quel rayon les bolchéviks ont eu le moins de succès. D'abord dans l'Orient-Oural et en Sibérie : ils y obtiennent 12 et 10 % des voix. En second lieu en Ukraine où ils n'en obtiennent que 10 %. Des autres rayons, le moindre pourcentage nous est fourni par la grande Russie paysanne, région du Volga et des Terres-Noires, mais le pourcentage des voix bolchéviks s'y élève à 16 %.

Or c'est précisément dans les régions où le pourcentage des voix bolchéviks avait été le moindre en 1917 que nous observons les succès les plus marquants des mouvements contre-révolutionnaires, des insurrections, de l'organisation des forces de la réaction. C'est précisément dans ces régions que le pouvoir de Koltchak et de Denikine s'est maintenu pendant de longs mois.

Les hésitations de la petite bourgeoisie dans les endroits où l'influence du prolétariat est la plus faible s'y sont révélées d'une façon particulièrement remarquable.

D'abord on fut avec les bolchéviks parce qu'ils donnaient la terre, parce qu'ils démobilisaient les soldats, parce qu'ils annonçaient la paix. Ensuite on fut contre eux quand dans les intérêts de la révolution internationale, pour lui conserver un foyer en Russie, ils consentirent à la paix de Brest-Litovsk, blessant ainsi les sentiments les plus profonds de la petite bourgeoisie, ses sen-

timents patriotiques. La dictature du prolétariat déplit surtout aux paysans, là où il y a abondance de pain, quand les bolchéviques eurent montré qu'ils exigeraient fermement et sévèrement la remise de l'excédent de céréales à l'Etat, aux prix légaux. La classe paysanne de l'Oural, de la Sibérie, de l'Ukraine se tourna alors vers Koltchak et Denikine.

Par la suite l'expérience de la « démocratie » de Koltchak et Denikine dont le moindre gazetier des deux royaumes parlait abondamment dans chaque numéro des journaux blancs, montra aux paysans que ces phrases sur la démocratie et sur la Constituante ne servaient en réalité qu'à dissimuler la dictature du propriétaire foncier et du capitaliste.

Un retour vers le bolchévisme commence : les révoltes paysannes se multiplient à l'arrière chez Koltchak et Denikine. Les armées rouges sont reçues par les paysans comme des libératrices.

En somme, ce sont précisément ces hésitations de la classe paysanne, c'est-à-dire du représentant le plus important, de la masse des travailleurs petits-bourgeois, qui ont décidé du sort du gouvernement des Soviets et de celui de Koltchak et Denikine. Mais avant d'en arriver à cette fin de compte une période assez longue de luttes pénibles et de douloureuses épreuves — qui n'est pas encore terminée — a duré en Russie pendant deux ans et se prolonge encore justement en Sibérie et en Ukraine. Et l'on ne peut affirmer que cette période se clora *définitivement* dans un an, voire plus tard.

Les partisans de la démocratie « conséquente » n'ont pas réfléchi à la signification de ce fait historique. Ils se sont imaginés, et ils s'imaginent un conte enfantin : que le prolétariat peut sous le capitalisme convaincre la majorité des travailleurs et les attirer solidement de son côté au moyen des votes. La réalité démontre que seule l'expérience d'une lutte longue et cruelle amène la petite bourgeoisie *hésitante* à conclure de la comparaison entre la dictature du prolétariat et celle des capitalistes que la première est préférable à la seconde.

En théorie, tous les socialistes qui ont étudié le marxisme et se soucient de tenir compte de l'expérience de l'histoire politique des pays cultivés au cours du XIX^e siècle, reconnaissant l'ineluctabilité des *hésitations* de la petite bourgeoisie entre le prolétariat et la classe capitaliste. Les racines économiques de ces hésitations sont montrées avec évidence par la science économique dont les socialistes de la seconde internationale ont répété des millions de fois dans leurs journaux, leurs manifestes et leurs brochures les vérités élémentaires.

Mais les gens ne savent pas appliquer ces vérités à la période si spéciale de la dictature prolétarienne. Les illusions et les préjugés démocratiques petits-bourgeois (sur l'égalité des classes, sur la démocratie conséquente ou pure, sur la décision des grandes questions historiques par le vote, etc.) ils les mettent en lieu et place de la lutte des classes. Ils ne veulent pas comprendre que le prolétariat ayant conquis le pouvoir politique, ne termine pas ainsi sa lutte des classes, mais la continue sous une autre forme et par d'autres moyens. La dictature du prolétariat c'est la lutte des classes menée par le prolétariat au moyen d'une armée qui est le pouvoir gouvernemental, c'est la lutte des classes dont l'une des tâches est de démontrer par une longue expérience, par une longue série d'exemples pratiques aux masses laborieuses non prolétariennes qu'il leur est plus avantageux de se prononcer pour

la dictature prolétarienne que pour la dictature bourgeoise et qu'il n'y a pas de moyens termes.

Les données des élections à l'Assemblée Constituante en novembre 1917 constituent le fond du tableau que nous a montré pendant deux ans le développement de la guerre civile. Les forces principales de cette guerre sont déjà nettement perceptibles pendant les élections : on voit le rôle des « troupes d'offensives » de l'armée prolétarienne, on voit celui de la classe paysanne hésitante, on voit celui de la bourgeoisie. N. V. Sviatitzky écrit dans son article : « Les cadets avaient le plus de succès dans les mêmes régions que les bolchéviques : au Nord et dans les centres capitalistes les plus développés les éléments intermédiaires entre le prolétariat et la bourgeoisie soient les plus faibles. Il est naturel que dans ces centres la lutte des classes atteigne sa plus grande acuité. C'est précisément là que se trouvaient les forces principales de la bourgeoisie, c'est précisément là et rien que là que le prolétariat pouvait la vaincre. Et seul le prolétariat pouvait lui infliger une défaite complète. Et ce n'est que l'ayant complètement défaite que le prolétariat pouvait conquérir, en se servant d'une arme telle que le pouvoir politique, la sympathie et l'appui des couches petites-bourgeoises de la population.

Ces données sur les élections à l'Assemblée Constituante, si l'on sait en tirer parti, si l'on sait les lire, nous montrent une fois de plus les vérités essentielles de l'enseignement marxiste sur la lutte des classes.

Ces données nous montrent entre autres le rôle et la signification de la question nationale. Voyez l'Ukraine. L'auteur de ces lignes s'est vu au cours des dernières conférences consacrées à la question ukrainienne accusé par plusieurs camarades de noircir exagérément la question nationale dans ce pays. Les données concernant les élections à l'Assemblée Constituante montrent que dès novembre 1917 les socialistes révolutionnaires *ukrainiens* eurent dans le pays la majorité (3,4 millions de voix + 0,5 = 3,9 millions contre 1,9 aux s.-r. russes, pour un total de 7,6 millions de voix dans toute l'Ukraine). Au front du sud-ouest et au front roumain, les socialistes ukrainiens obtinrent 30 et 34 % du total des voix (40 et 59 % étant accordés aux s.-r. russes).

Ignorer en présence d'une telle situation l'importance de la question nationale en Ukraine, et tel est souvent le péché des grands-russiens (et peut-être un peu moins souvent celui des israélites) c'est commettre une faute profonde et grave. La division entre les s.-r. russes et ukrainiens en Ukraine dès 1917 ne peut pas être l'effet du hasard. En qualité d'internationalistes, nous avons pour devoir de combattre avec la plus grande énergie les restes (parfois inconscients) de l'impérialisme et du chauvinisme grand-russien chez les communistes « russes » : en second lieu, nous avons pour devoir, précisément dans la question nationale, relativement peu importante à nos yeux (au point de vue internationaliste la question des frontières d'un Etat est toujours secondaire sinon du dixième ordre), de faire des concessions. D'autres questions nous importent : les intérêts essentiels de la dictature prolétarienne nous importent, ceux de l'unité et de la discipline de l'armée rouge en lutte avec Denikine nous importent : le rôle dirigeant du prolétariat envers de la classe paysanne nous importe ; la question de savoir si l'Ukraine constituera ou non un Etat indépendant est beaucoup moins importante. Nous ne devons même pas nous étonner, ni nous effrayer de la perspective de voir les ouvriers et les paysans d'Ukraine

essayer successivement de divers systèmes et, pendant quelques années, s'unir tantôt à la République Socialiste Fédérative des Soviets russes, tantôt s'en séparer, pour former la République Socialiste des Soviets de l'Ukraine, ou encore expérimenter telles ou telles formes d'union plus ou moins étroites, etc., etc.

Vouloir trancher à l'avance « fermement » et définitivement cette question, ce serait ou faire preuve d'étroitesse d'esprit ou manquer de compréhension, car les hésitations des masses laborieuses non prolétariennes en cette matière sont tout à fait naturelles, inévitables mêmes et le prolétariat n'a rien à en redouter. Le représentant du prolétariat qui sait réellement être un internationaliste doit se montrer à l'égard de ces hésitations des plus circonspects et des plus patients ; il doit laisser aux masses laborieuses non prolétariennes elles-mêmes la faculté d'épuiser elles-mêmes ces hésitations par leur propre expérience. C'est en d'autres questions plus importantes, dont quelques-unes ont été indiquées plus haut, que nous devons nous montrer impatients et impitoyables, irréductibles et inflexibles.

VI

La comparaison des élections à l'Assemblée Constituante en novembre 1917 et du développement de la révolution en Russie, d'octobre 1917 à décembre 1919 nous permet de tirer des conclusions sur le parlementarisme bourgeois et la révolution prolétarienne dans tout Etat capitaliste. Essayons de les énoncer brièvement :

1. Le suffrage universel permet de mesurer dans quelle mesure les classes comprennent leurs tâches. Il révèle comment elles tendent à résoudre les problèmes qui se posent devant elles. Mais les solutions se décident non par le vote, mais par toutes les formes de la lutte des classes, jusques et y compris la guerre civile.

2. Les socialistes et les social-démocrates de la 2^e Internationale se placent au point de vue de la petite bourgeoisie démocrate, partagent ses préjugés et pensent avec elle qu'il est possible de trancher par le vote les questions essentielles de la lutte des classes.

3. La participation aux luttes parlementaires en régime bourgeois est indispensable aux partis du prolétariat révolutionnaire dans un but de propagande parmi les masses, but que les périodes électorales et les débats parlementaires permettent d'atteindre. Mais limiter la lutte des classes à l'action parlementaire, ou considérer cette dernière comme étant la forme supérieure à la lutte, à laquelle toutes les autres doivent être subordonnées c'est se ranger en fait du côté de la bourgeoisie, contre le prolétariat.

4. Ce passage du côté de la bourgeoisie est, en réalité, le fait de tous les représentants et les défenseurs de la 2^e Internationale et de tous les leaders de la social-démocratie allemande dite « indépendante », quand, reconnaissant en paroles la dictature du prolétariat, ils propagent en fait la croyance en la nécessité d'obtenir en régime capitaliste l'acquiescement formel de la majorité de la population (c'est-à-dire la majorité des voix dans un parlement bourgeois) avant de transmettre le pouvoir politique au prolétariat.

Toutes les jérémiades des leaders de la social-démocratie « indépendante » d'Allemagne et des autres meneurs du socialisme gangrené contre la « dictature de la minorité », etc. ne signifient que leur incompréhension de la dictature bourgeoise, régnant en fait dans les républiques les plus démocratiques, et des conditions nécessaires de sa

destruction par la lutte des classes du prolétariat.

5. Cette incompréhension se manifeste surtout par l'oubli du fait que les partis bourgeois règnent, dans la plus large mesure, en trompant les masses, grâce à l'oppression capitaliste. Les masses, en outre, se dupent elles-mêmes quant au capitalisme, — fait surtout remarquable chez les partis petits-bourgeois souhaitant habituellement remplacer la lutte des classes par des formes plus ou moins voilées de la paix des classes.

« Le parti du prolétariat ne peut s'emparer du pouvoir que si, en régime de propriété privée, c'est-à-dire d'oppression capitaliste, la majorité de la population se prononce en sa faveur » — ainsi s'expriment les démocrates petits-bourgeois, larbins véritables de la bourgeoisie, mais qui s'intitulent encore « socialistes ».

« Que le prolétariat révolutionnaire renverse d'abord la bourgeoisie, se libère du joug du capital, détruise le mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie et il saura s'attirer le concours et la sympathie des masses laborieuses non prolétariennes, en satisfaisant leurs besoins au détriment des exploités » — ainsi nous exprimons-nous. Le contraire serait dans l'histoire une exception rare (et la bourgeoisie pourrait encore dans ce cas recourir à la guerre civile, comme le prouve l'exemple de la Finlande).

6. Ou, en d'autres termes :

« Proclamons d'abord l'obligation de reconnaître le principe égalitaire — ou celui de la démocratie conséquente — en conservant la propriété privée et le joug du capital (c'est-à-dire l'égalité officielle et l'inégalité de fait) ; ensuite, efforçons-nous d'obtenir sur ces bases les suffrages de la majorité » — ainsi s'expriment la bourgeoisie et les démocrates petits-bourgeois qui s'intitulent socialistes et social-démocrates.

« La lutte des classes du prolétariat détruit d'abord, par la conquête du pouvoir politique, les bases de l'inégalité de fait ou de la démocratie conséquente ; puis, le prolétariat, ayant vaincu les exploités, conduit les masses laborieuses à l'abolition des classes, c'est-à-dire à la seule égalité socialiste qui ne soit pas un leurre » — disons-nous.

7. Dans tous les pays capitalistes, à côté du prolétariat ou de cette portion du prolétariat qui, consciente de ses devoirs révolutionnaires, était capable de combattre pour les accomplir, on observe des masses nombreuses, inconscientes, prolétariennes, à demi prolétariennes, à demi petites-bourgeoises, qui suivent la bourgeoisie et la petite bourgeoisie démocrate (et notamment les « socialistes » de la 2^e Internationale) ; trompées par la bourgeoisie, ne croyant pas en leurs propres forces et en celles du prolétariat, elles ne se rendent pas compte de la possibilité d'obtenir, par l'expropriation des exploités, la satisfaction de leurs besoins essentiels.

Ces couches des masses laborieuses fournissent des alliés à l'avant-garde du prolétariat ; mais le prolétariat ne peut conquérir ces alliés que par l'exercice du pouvoir politique, c'est-à-dire après avoir renversé la bourgeoisie et détruit son mécanisme de gouvernement.

8. Dans tout pays capitaliste les forces du prolétariat sont incomparablement plus grandes que sa puissance numérique par rapport à l'ensemble de la population. Le prolétariat domine économiquement le centre et les nerfs du système économique capitaliste, tout entier. Et il représente en même temps, économiquement et politiquement, les intérêts véritables de l'immense majorité des travailleurs.

C'est ainsi que le prolétariat, même quand il ne forme dans la population qu'une minorité (ou

quand l'avant-garde consciente et véritablement révolutionnaire du prolétariat ne forme qu'une minorité dans la population) peut renverser la bourgeoisie et attirer ensuite de son côté, du sein des demi-prolétaires et des demi-petits-bourgeois, de nombreux alliés, qui ne se prononceraient jamais, par anticipation, pour la dictature du prolétariat (dont ils ne peuvent comprendre ni les conditions, ni les tâches) s'il ne leur était facile de se convaincre par leur propre expérience, de l'inéluclabilité, de la légitimité et de la rectitude de la dictature prolétarienne.

9. Il y a enfin, dans tout pays capitaliste, de larges couches de petite bourgeoisie, inévitablement ballottées entre le capital et le travail. Afin de vaincre, il appartient au prolétariat de bien choisir le moment de son agression décisive contre la bourgeoisie en tenant compte notamment des désaccords entre la bourgeoisie et ses alliés petits-bourgeois, — ou de l'instabilité de leur accord, etc. Après sa victoire il appartient au prolétariat de tirer parti des hésitations de la petite bourgeoisie, afin de la neutraliser, afin de l'empêcher de se ranger du côté des exploitateurs, afin de se maintenir pendant quelque temps en *dépît de ses hésitations*.

10. Une lutte constante, opiniâtre, impitoyable contre l'opportunisme, le réformisme, le social-chauvinisme et toutes tendances ou influences bourgeoises, inévitable tant que le prolétariat milite dans les cadres de l'ordre capitaliste, est la condition de sa préparation à la victoire totale.

Sans cette lutte et sans avoir préalablement remporté une victoire complète sur les tendances opportunistes du mouvement ouvrier, il ne peut être question de dictature du prolétariat. Le bolchévisme n'eût pas vaincu la bourgeoisie en 1917-1919 s'il n'avait d'abord appris en 1903-1917 à vaincre et à bannir impitoyablement de l'avant-garde prolétarienne, les menchéviks, — c'est-à-dire les opportunistes, les réformistes, les social-chauvins.

Et nous voyons la plus dangereuse duperie de soi-même — ou l'intention de flouter les travailleurs — dans l'attitude des « indépendants » allemands, des longuettistes français, etc., qui admettent en paroles la dictature du prolétariat mais continuent *en fait* leur habituelle politique de petites et de grandes concessions à l'opportunisme, de conciliation et de servile respect envers les préjugés de la démocratie bourgeoise (démocratie conjugée ou démocratie pure, dit-on) de parlementarisme bourgeois, etc.

N. LENINE.

16 déc. 1919.

LANGUE INTERNATIONALE

A la suite de demandes faites par de nombreux camarades de province, nous avons organisé pendant l'été un cours spécial par correspondance de Langue Internationale Ido, qui sera fait par des anciens professeurs d'Espéranto.

Ce cours permettra aux élèves d'être en mesure, dès octobre prochain, d'enseigner à leur tour la Langue Internationale dans leurs groupes.

Envoyer 0 fr. 50 pour recevoir manuel d'études et documents à EMANCIPIANTA STELO (Groupé C), 49, rue de Bretagne, Paris (3^e).

NOTRE SOUSCRIPTION

19^e liste

Turlotte, 5 fr. — D. Laurens, Alger, 5 fr. — Liste de souscription n° 12, 20 fr. 15. — Blanche Alexandre, 10 fr. — J. Thierry, Grenoble, 5 fr. — Un abonné, 3 fr. — Listes de souscription n° 68 et 69, 40 fr. — Pour l'exclusion des parlementaires, 1 fr. 50. — Paul M., 5 fr. — Liste de souscription n° 88, 17 fr. 40. — Liste de souscription n° 97, 51 fr. 10. — Pour que le Comité de la III^e Internationale mène une vigoureuse campagne pour l'amnistie et pour la libération de nos prisonniers, cinq cheminots du P.-O., 25 fr. — Une citoyenne Q. Sutin, 15 fr. — Noël Legris, 10 fr. — R. J., Salonique, 40 fr. — Liste de souscription n° 150, versé par Valois, 18 fr. 20. — Liste de souscription n° 40, versé par Louis Hubin, 33 fr. 60. — Delacroix, 2 fr. — Anonyme, 2 fr. 50. — X..., 0 fr. 50. — Liste de souscription n° 42, 31 fr. 05. — Vergnaud, Nantes, 15 fr. — Salrman, 10 fr. — H. C., 1 fr.

Total de la 19^e liste..... 367 fr.
Total des listes précédentes 4.130 fr. 05

Total général..... 4.497 fr. 05

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAIT TOUS LES JEUDIS

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

FRANCE

50 numéros..... 25 francs
20 numéros..... 10 francs
10 numéros..... 5 francs

ETRANGER

50 numéros..... 30 francs
20 numéros..... 12 francs
10 numéros..... 6 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD

123, rue Montmartre — PARIS



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Le Gérant : R. APERCE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
Georges Dangon, imprimeur
123, rue Montmartre, 123, Paris (3^e)